



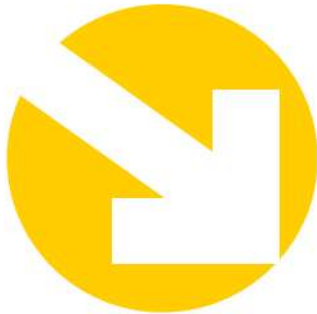
INDUSTRIE ET TERRITOIRES

**COMMENT GAGNER LA BATAILLE DE LA RÉINDUSTRIALISATION ?
REGARDS CROISÉS ENTRE TERRITOIRES, INDUSTRIELS ET SOCIÉTÉ CIVILE**

RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE

NOVEMBRE 2024





BPIFRANCE LE LAB

EN QUELQUES MOTS

Tout le monde doit en avoir conscience : les PME-ETI sont décisives pour l'économie française, en termes de croissance, d'emplois et d'ancrage local. Pour autant, confrontées à des défis spécifiques, celles-ci restent méconnues : il subsiste un déficit de savoirs sur nos PME-ETI qu'il est fondamental de combler.

Bpifrance Le Lab est le laboratoire d'idées des PME-ETI.

Sa mission : stimuler les dirigeants pour faire face aux enjeux d'aujourd'hui et de demain.

Concrètement, **Bpifrance Le Lab** travaille à :

- Tirer les meilleures idées de la recherche et du terrain ;
- Valoriser les expériences et les témoignages de dirigeants ;
- Relier les dirigeants-lecteurs au sein d'une communauté de recherche participative.

Bpifrance Le Lab fait ainsi émerger des idées faites pour les PME-ETI.

Son ambition : des dirigeants épanouis, pour des entreprises qui vont bien.

Retrouvez-nous sur lelab.bpifrance.fr

0

INTRODUCTION

**DE LA PUBLICATION NATIONALE AUX
DÉCLINAISONS RÉGIONALES**

LA RÉINDUSTRIALISATION EST UN ENJEU DE SOUVERAINETÉ NATIONALE, ET SE JOUE À L'ÉCHELLE LOCALE

En mai 2024, Bpifrance Le Lab a publié une étude inédite sur la réindustrialisation. Cette étude combine des projections économiques permettant de quantifier sous différents angles l'ambition de réindustrialisation de la France, des perceptions croisées d'industriels et de citoyens, une cartographie du potentiel industriel des territoires et une analyse des stratégies de croissance des industriels. En voici les enseignements principaux :

La réindustrialisation est un défi considérable. A horizon 2035, il faut retrouver une balance commerciale à l'équilibre, ce qui implique dans le secteur de l'industrie manufacturière 233Mds€ de valeur ajoutée supplémentaire en tenant compte de l'inflation (soit une hausse de 5,3 % en valeur par an), la création de 600 000 à 800 000 emplois (soit 50 000 à 67 000 emplois par an entre 2023 et 2035, ce qui représente le double des créations observées entre 2021 et 2023), et un passage de 9,7 % à 12 % de la part de l'industrie manufacturière dans le PIB.

Si cette marche est haute, elle reste atteignable. Le tissu industriel existant (avec des prévisions de croissance moyenne du chiffre d'affaires de l'ordre de 4 % par an) représenterait 2/3 de la marche à franchir, le 1/3 restant correspondrait à des créations d'entreprises, françaises ou étrangères, sur le territoire français.

L'ambition de réindustrialisation bénéficie du soutien de la population. Les Français s'y disent à 82 % favorables, et 83 % estiment que l'industrie est « une fierté pour les territoires ».

Tous les territoires français ont le potentiel d'accueillir le renouveau industriel. Toutefois ceux-ci verront certainement des formes différentes de réindustrialisation se développer sur leurs sols. L'attractivité de chaque territoire est ainsi façonnée par de multiples facteurs incluant ses atouts géophysiques, sa culture et son histoire industrielle.

LE CHOIX DE L'ÉCHELLE RÉGIONALE

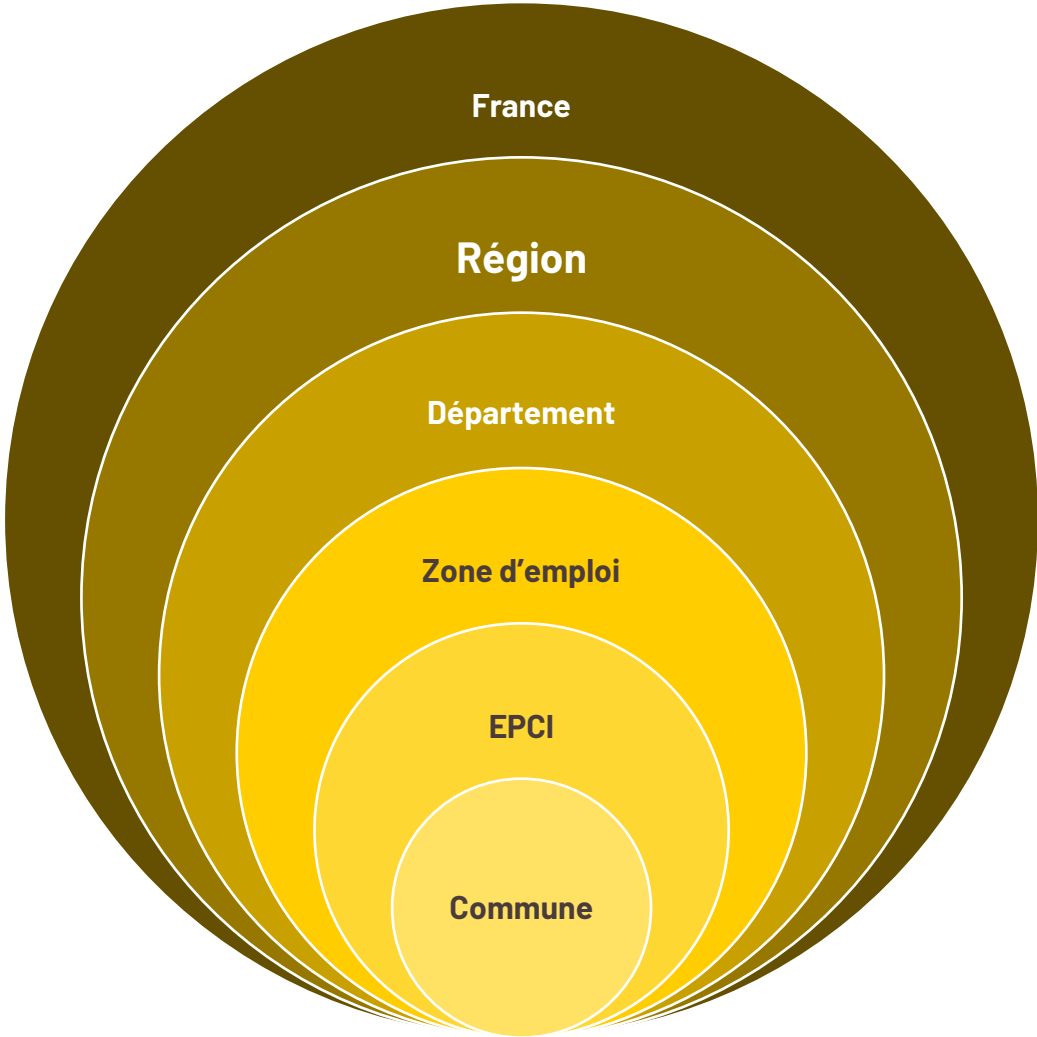
Pour offrir une analyse plus détaillée et pertinente aux dirigeants de PME-ETI, cible principale de Bpifrance Le Lab, ainsi qu'aux acteurs publics, deux prismes d'analyse complémentaires de l'industrie émergent : le **secteur d'activités** et la **géographie**.

Notre étude fait le choix d'adopter le prisme géographique comme angle principal. Nous optons pour une analyse qui reconnaît un caractère unique à chaque territoire, et qui met en lumière les spécificités qui confèrent à chaque lieu son dynamisme industriel propre. Au cœur de cette dynamique se trouvent les dirigeants de PME et d'ETI, ancrés dans le territoire, et pleinement engagés dans l'économie locale.

L'approche sectorielle bien qu'éminemment intéressante est plus largement traitée notamment à travers son incarnation au niveau des politiques publiques dans les Comités Stratégiques de Filières (CSF). Cette approche s'intéresse aux chaînes de valeur — de la conception à la distribution — et permet une compréhension des relations et synergies entre les différents acteurs de cette chaîne. Elle met également au jour les dynamiques de pouvoir existantes : les grandes entreprises dominant en tant que donneurs d'ordre, tandis que les sous-traitants, souvent de plus petite envergure, se trouvent dans une position de dépendance économique qui limite leur influence. Cet angle d'analyse est considéré dans l'étude mais de manière secondaire.

« C'est dans le tissu dense et informel des territoires que se construisent et se reproduisent « les sucres lents de la compétitivité », les ressources de longue durée comme les compétences et les réseaux relationnels qui permettent d'affronter des environnements changeants.»*

*Pierre Veltz dans la Préface de « Refaire l'industrie un projet de territoire » par Caroline Granier de la Fabrique de l'industrie



LES RÉGIONS : DES TERRITOIRES D'ENVERGURE QUI OCCUPENT UNE PLACE CLÉ DANS LA RÉINDUSTRIALISATION

Les régions sont de grands espaces géographiques. Ce sont aussi des acteurs du développement économique de leur territoire et elles ont chacune développé une stratégie de réindustrialisation. Au niveau national, le contexte de crises sanitaires et géopolitiques a dynamisé le soutien à la revitalisation du secteur industriel, notamment à travers le plan « France 2030 ». L'importance de l'échelle locale des actions s'illustre par exemple avec le programme Territoires d'Industrie, visant à apporter, dans et par les territoires, des réponses concrètes aux enjeux de soutien à l'industrie, qui a été lancé en 2018 puis renouvelé en 2023. En parallèle de cette initiative centralisée, les régions se sont naturellement approprié cet enjeu, depuis plus ou moins longtemps, en résistant à la tendance de désindustrialisation ou en saisissant les opportunités de renouveau industriel. Ces efforts sont visibles, par exemple, dans les sections dédiées à l'industrie des SRDEII*, les plans stratégiques des régions. Cette échelle plus fine des régions, grands territoires avec des visions plurielles, vient donc composer de manière complémentaire avec l'ambition de l'Etat, autour de l'objectif commun de soutenir les territoires dans leurs stratégies de développement industriel.

Notre étude analyse en détails l'échelle territoriale de la réindustrialisation de la France en se posant les questions suivantes :

Comment les régions portent-elles l'ambition nationale de réindustrialisation ?
Quels sont les équilibres établis entre l'approche nationale et les initiatives régionales pour mener à bien la réindustrialisation ?

Quel est le récit de chaque région sur la réindustrialisation ? Qu'est-ce que les régions peuvent offrir sur la réindustrialisation compte tenu de leur histoire, de leur potentiel, de leur stratégie ?

**Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation*

MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE (1/2)

COMMENT LIRE CETTE ÉTUDE ?

- 1. La première partie examine des indicateurs économiques et ce qu'ils laissent voir de la réindustrialisation au niveau de la région analysée.** Elle considère plusieurs indicateurs mesurant la valeur ajoutée, l'emploi, et enfin, les créations et stocks d'établissements dans l'industrie manufacturière. Certains sont comparables année par année, permettant de dresser des tendances au fil du temps, d'autres nous donnent la décomposition par secteur, permettant de voir les spécialisations de la région.
- 2. La deuxième partie s'intéresse au potentiel de développement industriel des territoires de la région,** et tente de répondre à trois interrogations : comment la région se positionne par rapport au niveau national ? Est-ce qu'il y a des disparités fortes entre les zones de la région ? Quelles zones d'emploi au sein de la région se démarquent particulièrement ?
- 3. La troisième partie est un regard croisé entre industriels et citoyens.** Quelles perceptions ont-ils de l'industrie, et de la réindustrialisation ? Quel est leur niveau d'acceptabilité de l'industrie au niveau local ? Quel est leur degré d'appétence pour travailler dans l'industrie ? Nous mobilisons ici des données de l'enquête auprès des industriels (2828 répondants) et auprès des Français (5000 répondants au niveau national, 4400 répondants sur des zones d'emploi spécifiques).
- 4. La quatrième partie s'appuie sur l'enquête auprès des dirigeants et analyse les projets des industriels et la façon dont ils s'incarnent dans les territoires.** Comment se traduit leur stratégie de croissance au niveau de leurs implantations ? Quels sont leurs besoins fonciers et leurs freins rencontrés au niveau local ?
- 5. La cinquième partie donne la parole à la région et met en avant la stratégie industrielle régionale.** Un acteur emblématique du Conseil Régional parle de la stratégie industrielle régionale et explique comment il/elle lit les données présentées dans l'étude.

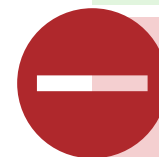
A QUI S'ADRESSE CETTE ÉTUDE ?

- Aux dirigeants industriels, décideurs institutionnels, collectivités locales, et aux porteurs de projets industriels en région souhaitant par exemple connaître le niveau d'acceptabilité sociale de différents projets industriels au niveau local ou les priorités exprimées par les industriels dans la région.



CE QU'EST CE TRAVAIL

- Un angle de compréhension de l'industrie dans la région à travers des données brutes
- Une clé d'analyse pour comprendre comment la réindustrialisation se perçoit dans la région et comment cette vision locale diffère de la moyenne nationale, à travers des enquêtes d'opinion auprès des habitants et des industriels de toute la France métropolitaine
- Un focus sur la perception des habitants de zones d'emploi spécifiques



CE QU'IL N'EST PAS

- Une comparaison entre régions
- Une déclinaison de l'étude nationale au niveau des départements
- Une déclinaison de l'étude nationale au niveau des EPCI ou des communes

MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE (2/2)



Un cadrage
macroéconomique

Pour comprendre la hauteur de la marche à franchir dans des mesures économiques : Valeur Ajoutée, emplois, créations d'établissements

Sources: l'Insee, la Direction Générale des Entreprises (DGE), EY et l'Observatoire des Start-Up Industrielles

Périmètre : la France métropolitaine, hors DROM



Une cartographie du
potentiel industriel
des territoires

Un travail en chambre, challengé par des experts et des industriels, pour mesurer - à partir d'une trentaine d'indicateurs - le potentiel de développement industriel des territoires et sa cartographie par zones d'emploi françaises



200+ personnes
interviewées

Entretiens réalisés auprès de dirigeants industriels, d'acteurs locaux et d'élus, de chercheurs, d'acteurs de la formation et d'experts de l'industrie



4 journées
exploratoires

Rencontres dans 4 territoires choisis pour leurs caractéristiques industrielles, rassemblant représentants de l'Etat, des Régions, des EPCI, et des industriels, : Figeac le 23 février 2024, Valenciennes le 18 mars, Châteauroux le 27 mars et Besançon le 5 avril. Pour ces rencontres, nous avons été accompagnés par les cabinets Ernst&Young, et Compagnum



Une enquête auprès
de 2828 industriels

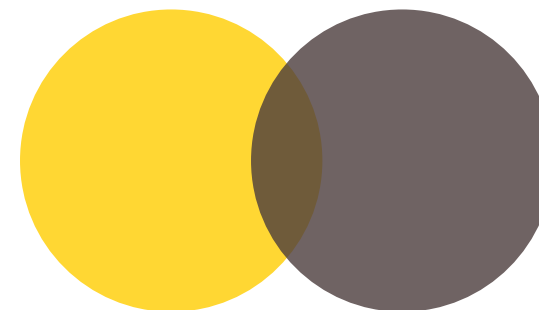
Réalisée du 15 janvier au 22 mars 2024. Nous avons interrogé 30 000 unités légales (en excluant les entreprises ayant moins de 10 salariés), ce sont donc les directeurs de site qui nous ont répondu



Une enquête auprès
de 5000 Français

Réalisée du 14 décembre 2023 au 13 février 2024. L'échantillon est représentatif selon le genre, l'âge, la CSP et la région. Il est complété par des sur-échantillons sur 49 zones d'emploi spécifiques sur les 306 au total en France métropolitaine (à proximité de sites SEVESO par exemple), représentant 4400 répondants supplémentaires. Cette enquête a été réalisée par Potloc (institut de sondage).

- CSP : Catégorie socioprofessionnelle
- EPCI : Etablissement Public de Coopération Intercommunale
- ETI : Entreprises de Taille Intermédiaire
- GE : Grandes Entreprises
- Ha : Hectare
- IDE : Investissement direct à l'étranger
- PME : Petites et Moyennes Entreprises
- SATT : Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologies
- SRDEII : Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation
- SUI : Startup Industrielle
- TI : Territoires d'Industrie
- VA : Valeur Ajoutée
- ZAN : Zéro artificialisation nette
- ZE : Zone d'emploi



L'HISTOIRE INDUSTRIELLE DE LA RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE EN QUELQUES DATES CLÉS

1857

Jean-Pierre Balsan reprend la manufacture royale de draps à Châteauroux

Louis XV fonde en 1750 la Manufacture royale de draps. Cette manufacture est achetée par Jean-Pierre Balsan en 1857 qui en fait l'une des plus vastes usines de France où est fabriqué le drap bleu "horizon", utilisé pour les uniformes de la première guerre mondiale. Ce site industriel est aujourd'hui devenu la Cité du Numérique, un pôle d'enseignement supérieur.

1949

Création de la première zone industrielle de France, à Fleury-les-Aubrais

La zone industrielle André-Dessaux a été, dans le contexte de la reconstruction du pays après la Seconde Guerre Mondiale, un facteur décisif pour la dynamisation du territoire.

1954

Le groupe Servier naît dans le Loiret

L'industriel de la santé, qui produit 40 % des médicaments du laboratoire français, naît dans la commune de Gidy. En 2023, le groupe investit plus de 100 millions d'euros pour réaliser une centaine d'embauches et muscler sa production.

1964

John Deere installe sa seule usine de production de moteurs en Europe à Saran

Outre la production, ce site accueille aujourd'hui le seul centre de R&D Europe du groupe et le siège social France.

2002

Le cluster Polepharma est créé à Dreux

Le premier cluster pharmaceutique en Europe regroupe aujourd'hui 350 acteurs : laboratoires pharmaceutiques, façonniers, fournisseurs, institutions publiques et privées, universités, centres de recherche et de formation, présents dans 5 régions.

2023

Novo Nordisk investit 2,1 milliards pour doubler la taille du site de Chartres

Le géant industriel de la santé y produit des cartouches et flacons d'insuline, ainsi que des stylos injecteurs pour le traitement du diabète.

LA RÉINDUSTRIALISATION, VUE PAR BPIFRANCE EN CENTRE-VAL DE LOIRE

Notre rôle en région est de déployer le continuum de solutions de Bpifrance sur le secteur de l'industrie, notamment, pour soutenir l'accroissement et la modernisation des capacités industrielles dans un modèle plus durable.

Le plan Industrie de Bpifrance est construit autour de 4 axes :

- Soutenir les grandes cathédrales industrielles, et faire émerger les champions internationaux de demain.
- Préparer l'industrie de demain en accompagnant le passage à l'échelle des start up industrielles, en rapprochant les laboratoires et les chercheurs des entrepreneurs, en finançant les programmes d'innovation mais également les sites industriels qui en découlent.
- Accompagner tous les industriels déjà existants dans leurs programmes de développement pour être plus verts, plus compétitifs et les pousser à être plus présents à l'international.
- Rendre plus visible l'industrie grâce à la mise en avant des industriels via la French Fab et le French Fab Tour.

Pour ce faire, nous proposons des modules de conseils et des diagnostics spécifiquement conçus pour le secteur industriel, permettant aux entreprises de bénéficier d'un accompagnement sur des thématiques telles que l'excellence opérationnelle, l'industrie 4.0, la digitalisation, la cybersécurité ou encore la décarbonation.

Nous finançons des programmes d'innovation, d'investissement ou de création de site industriel avec des outils de financement patients (bénéficiant de différé d'amortissement) qui viennent en levier des banquiers et des investisseurs. Nous nous inscrivons dans les plans de financement en tant que financeur aux côtés des banques du pool de l'entreprise et nous pouvons, pour les PME, garantir les prêts bancaires, permettant de limiter le risque final pour les banques.

Nous accompagnons les entreprises industrielles pour les aider à exporter en limitant les risques de change ou de prospection.

L'ensemble des dispositifs de Bpifrance s'inscrit dans une offre plus globale, dans un collectif en région pour proposer des solutions complémentaires aux différents acteurs institutionnels.



Anne Cornet
Directrice Régionale
Bpifrance Orléans

MESSAGES CLÉS

#1

L'industrie occupe une place notable dans l'économie de la région

Au sein de la région Centre-Val de Loire, l'industrie manufacturière représente 14 % de l'économie totale. A l'échelle de la France, le Centre-Val de Loire représente 4 % de la Valeur Ajoutée industrielle totale en 2021. L'agroalimentaire, la métallurgie et la plasturgie concentrent à eux trois la majorité des établissements industriels de la région.

#2

Au sein de la région, chaque bassin d'emploi a des atouts pour accueillir la future vague de l'industrie

Au sein de la région, tandis que certains bassins d'emploi se démarquent par de larges disponibilités foncières (Châteauroux, Châteaudun), d'autres brillent par un écosystème industriel bien implanté (Pithiviers, Montargis), une réserve de talents industriels (Bourges, Dreux), une qualité de vie attractive (Orléans, Tours) ou encore, un degré d'exposition moindre aux aléas climatiques (Nogent-le-Rotrou, Vendôme).

#3

46 % des industriels interrogés dans la région ont un projet d'implantation en France dans les prochaines années

L'étude nationale « *Industrie et Territoires* » de Bpifrance Le Lab, publiée en mai 2024, estime que la réindustrialisation se fera principalement par le développement du tissu industriel existant. Dans ce cadre, les industriels de la région misent principalement sur des projets d'extension de leurs usines, et qui requièrent du petit foncier, soit moins de 2 Hectares par projet.

#4

71 % des habitants de la région sont favorables à l'idée de travailler dans l'industrie

Selon les projections de l'étude nationale « *Industrie et Territoires* » de Bpifrance Le Lab, la réindustrialisation devrait créer entre 50 000 et 67 000 emplois par an dans l'industrie d'ici à 2035. Les talents sont ainsi une des conditions clés de la réussite. Allant dans ce sens, 71 % des habitants de la région déclarent être prêts à accepter un nouvel emploi dans l'industrie s'ils étaient en recherche.

L'INDUSTRIE EN RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE EN BREF



4 %

DE LA VALEUR AJOUTÉE INDUSTRIELLE TOTALE DE LA FRANCE EN 2021



MÉTALLURGIE, AGROALIMENTAIRE, PLASTURGIE
TROIS SECTEURS QUI CONCENTRENT LA MAJORITÉ DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS DE LA RÉGION



-2 %

D'EMPLOIS INDUSTRIELS ENTRE 2015 ET 2022



0

OUVERTURES NETTES DE SITES INDUSTRIELS EN 2023



3 %

DES IDE ACCUEILLIS PAR LA FRANCE EN 2023



1 %

DES SIÈGES DE START-UP INDUSTRIELLES EN 2023

LES ATOUTS DE LA RÉGION :



Une grande disponibilité de foncier



Un taux d'emploi industriel conséquent



Des entreprises historiques présentes depuis des générations

LES VISIONS DES INDUSTRIELS ET HABITANTS DE LA RÉGION :



Des industriels attachés à leur territoire, portés vers de petites implantations d'usines, et surtout concernés par les enjeux du recrutement, du foncier et du manque local de loisirs pour les collaborateurs



Des habitants qui perçoivent la réindustrialisation en cours, enclins à accepter un emploi dans l'industrie, et plus enclins à accepter près de chez eux l'ouverture d'usines de la pharmacie/santé, textile/mode, d'aéronautique et de transports

SOMMAIRE

- 1. QUEL PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION ?**
- 2. QUEL EST LE POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DANS LA RÉGION?**
- 3. COMMENT LES FRANÇAIS ET LES INDUSTRIELS VOIENT LA RÉINDUSTRIALISATION ?**
- 4. QUELLES STRATÉGIES POUR LES INDUSTRIELS DANS LA RÉGION?**
- 5. LA RÉINDUSTRIALISATION SOUS LES YEUX DE LA RÉGION**

1

LE PORTRAIT DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION

QUE DISENT LES DONNÉES ÉCONOMIQUES SUR L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION ?

POURQUOI ANALYSER LES DONNÉES ÉCONOMIQUES DE LA RÉGION ?

- Cette section offre une grille de lecture pour se saisir de l'ampleur et de la dynamique de l'industrie au niveau territorial. Cette analyse économique, à l'échelle de la région, autour d'indicateurs de valeur ajoutée, emplois, stocks et création d'établissements permet de déceler les spécificités industrielles régionales qui peuvent se dissimuler derrière les moyennes nationales.
- Au travers de ces indicateurs, nous apportons des éléments sur les questions suivantes : quelles sont les tendances au sein des régions ? Les régions suivent-elles les mêmes tendances que le niveau national ? Quel est le poids de l'industrie dans l'économie totale ? Quelles sont les spécialisations sectorielles des régions ?

L'INDUSTRIE DANS LE CENTRE-VAL DE LOIRE, SELON LES DONNÉES ÉCONOMIQUES

- L'étude analyse des séries temporelles avec comme point de départ l'année 1995*, date souvent retenue comme marquant le début de la désindustrialisation en France. L'année 2015 quant à elle signale le regain d'intérêt national pour l'industrie et le début de la période de réindustrialisation.
- Ainsi, depuis 1995 l'évolution des différents indicateurs économiques en Centre-Val de Loire reflète souvent une inflexion autour de l'année 2015.
 - Le poids en valeur ajoutée de l'industrie manufacturière dans l'économie du Centre-Val de Loire est passé entre 1995 et 2010 de 20,6 à 15,5 % avant de se stabiliser.
 - Après des années de déclin, le nombre d'emplois industriels s'est stabilisé à partir de 2015 autour de 130 000 emplois.
- Le poids des créations d'établissements industriels dans l'économie totale (11 %) reflète la place importante que l'industrie manufacturière continue d'occuper au sein de l'économie régionale.
- En Centre-Val de Loire, l'étude des établissements permet de dégager la spécialisation sectorielle régionale. Les établissements industriels avec plus de 10 salariés sont principalement concentrés dans trois secteurs : la métallurgie, l'agroalimentaire et la plasturgie.

**Lorsque la donnée est disponible sur cette période, pour les créations d'établissements un changement de base de l'INSEE ne permet pas la comparaison des données pré-2013 avec les données post-2013)*

PÉRIMÈTRE : LORSQU'ON PARLE D'INDUSTRIE, À QUOI SE RÉFÈRE-T-ON ?

Dans les modélisations économiques qui suivent, il est question de **l'industrie manufacturière**.

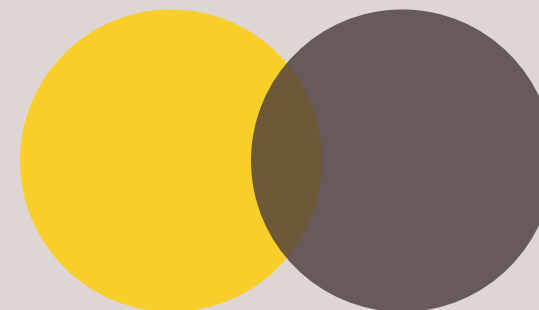
Il s'agit de toutes les activités liées à la transformation de matières premières en biens de consommation, incluant la conception et la production de ces biens. Il s'agit du périmètre économique retenu par RTE (Réseau de Transport d'Electricité) dans ses scénarios prospectifs* et par le Gouvernement dans ses objectifs de réindustrialisation.

Cela exclut :

- **Les industries extractives** : peu dimensionnantes (0,9 % de la valeur ajoutée totale de l'industrie en 2022), et bien que stratégiques pour ce qui est des matériaux critiques, elles ne peuvent être au cœur de la réindustrialisation, du fait des contraintes de ressources minières en France. Le sujet est plutôt, lorsque les minerais sont absents du territoire national ou inexploitable, d'en sécuriser l'approvisionnement par des importations.
- **Les industries énergétiques** : les besoins en énergie sont principalement déterminés par l'industrie manufacturière et résultent des hypothèses économiques de réindustrialisation. Ils font l'objet de travaux ad hoc de RTE, pour une sécurisation de l'approvisionnement énergétique (volume à produire au maximum en France ou à importer). A titre indicatif, les industries énergétiques représentent près de 13 % de la valeur ajoutée de l'industrie en 2022)
- **La gestion de l'eau et le traitement des déchets**

Pour une liste exhaustive des secteurs concernés, se référer aux catégories [Insee](#) de l'industrie manufacturière.

* RTE, [Futurs Énergétiques 2050](#), 2021

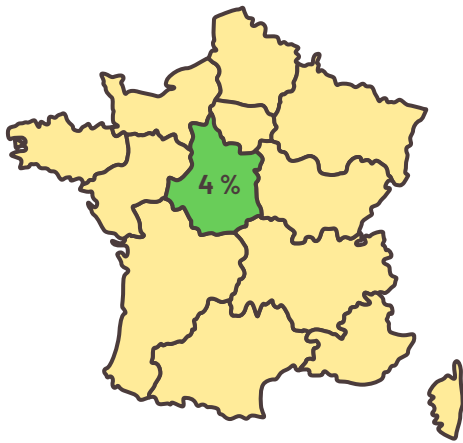


PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE UNE APPROCHE PAR LA VALEUR AJOUTÉE DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

LA RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE CONTRIBUE À HAUTEUR DE 4 % À LA VALEUR AJOUTÉE INDUSTRIELLE* DE LA FRANCE

- Le Centre-Val de Loire représente 4 % de la valeur ajoutée industrielle totale de la France en 2021.
- La région Centre-Val de Loire, malgré son poids relativement moindre dans le tissu industriel français, a un rôle à jouer vis-à-vis de l'ambition nationale de réindustrialisation. L'objectif de réindustrialisation à horizon 2035 décrit par l'étude nationale suppose une augmentation de la valeur ajoutée de l'industrie de 5,3 % par an à prix courant à l'échelle du pays.

Graphique 1. Valeur ajoutée : Poids de la région dans l'industrie manufacturière française (en %) en 2021

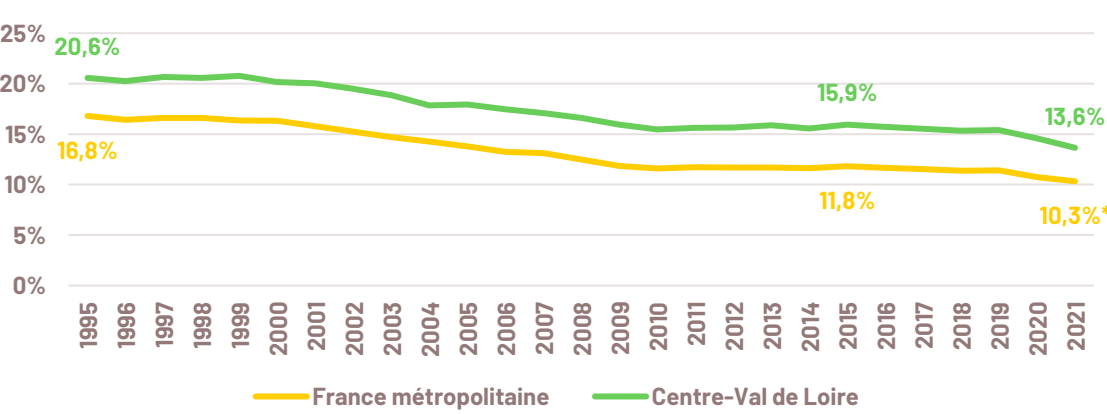


Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee
 *Industrie manufacturière

MALGRÉ UNE BAISSSE SIMILAIRE À CELLE OBSERVÉE À TRAVERS LE PAYS, L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE RESTE ESSENTIELLE POUR LA RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE

- Le poids de l'industrie manufacturière dans l'économie de la région Centre-Val de Loire a significativement baissé, comme au niveau national, entre 1995 et 2010. Cette baisse s'est ralentie depuis 2010 et l'indicateur s'est stabilisé à partir de 2015. A noter, la baisse observée en 2020-2021 peut être largement attribuée à la crise du COVID.
- L'augmentation de la part des services dans l'économie, aussi bien régionale que nationale, a également contribué à cet allègement du poids de l'industrie.

Graphique 2. Valeur ajoutée : Evolution du poids de l'industrie manufacturière dans l'économie totale (en %)



*L'étude nationale Bpifrance - Le Lab fait état d'une part de l'industrie manufacturière dans le PIB de 9,7% en 2023. Pour une granularité régionale et sectorielle pertinente, nous avons pu accéder aux données de VA jusqu'à 2021. Pour rappel, le PIB est la somme des VA, augmentée des impôts sur les produits (dont TVA) et diminuée des subventions sur les produits.

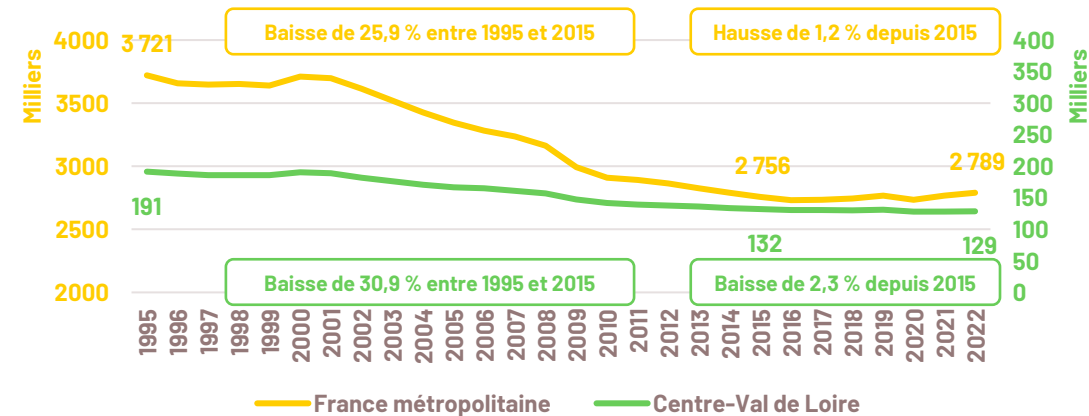


PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE UNE APPROCHE PAR L'ÉVOLUTION DES EMPLOIS INDUSTRIELS MANUFACTURIERS

EN ABSOLU, LE REBOND RÉCENT ET LÉGER DE L'EMPLOI INDUSTRIEL AU NIVEAU NATIONAL N'EST PAS PRÉSENT AU NIVEAU RÉGIONAL

- L'étude nationale a établi que pour accomplir l'objectif de réindustrialisation, il faudrait créer entre 50 000 et 67 000 emplois industriels supplémentaires par an entre 2023 et 2035.
- Cependant ces créations d'emplois varieront selon les secteurs, du fait de différences structurelles en gains de productivité. Les spécialisations sectorielles de chaque région joueront dès lors un rôle important dans les magnitudes de créations d'emplois industriels lié à la réindustrialisation.
- L'emploi dans l'industrie manufacturière en région Centre-Val de Loire a connu un déclin relativement plus prononcé que celui ressenti au niveau national avant de se stabiliser autour de 2015, et on n'observe pas en Centre-Val de Loire le léger rebond perceptible au niveau national depuis 2015-2016.

Graphique 3. Emplois : Evolution du nombre d'emplois industriels*

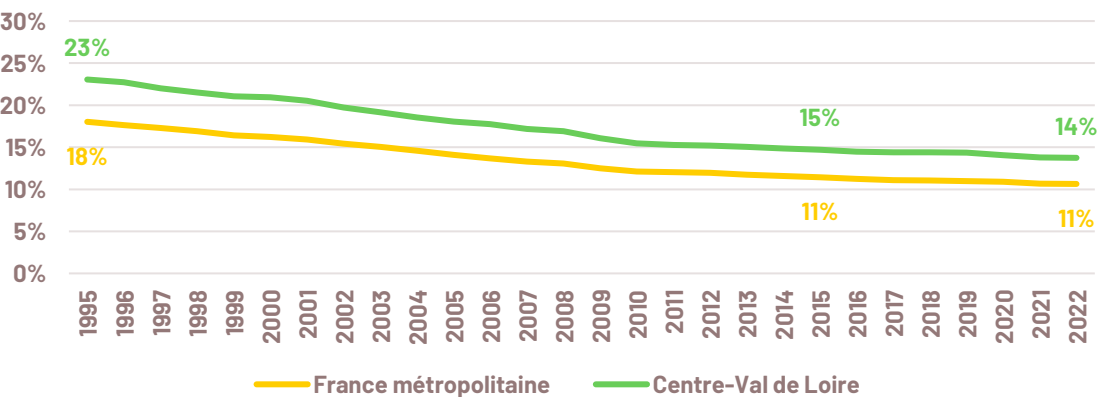


Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, emploi salarié
 *Industrie manufacturière

EN RELATIF, L'EMPLOI INDUSTRIEL A VU SA PART BAISSER TANT AU NIVEAU NATIONAL QU'AU NIVEAU RÉGIONAL

- La part des emplois industriels dans l'emploi total est en baisse depuis 1995. Mais on observe également sur cet indicateur une stabilisation autour des années 2015-2016.
- L'ampleur de la baisse observée depuis 1995 peut être nuancée en considérant le phénomène de réorganisation interne des entreprises et d'externalisation d'une partie des fonctions (comptabilité, informatique, logistique, etc.) vers des prestataires de services qui a conduit à un transfert d'emplois de l'industrie vers le tertiaire.
- Si la part de l'emploi industriel dans l'emploi total a baissé par le passé autant au niveau national qu'au niveau de la région Centre-Val de Loire, celui-ci représente toujours une part non négligeable de l'économie locale (14 % de l'emploi total en 2022), plus importante que la part de l'emploi industriel dans l'emploi total au niveau national.

Graphique 4. Emplois : Evolution du poids des emplois industriels* dans l'emploi total



Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, emploi salarié
 *Industrie manufacturière

PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE UNE APPROCHE PAR LE STOCK D'ÉTABLISSEMENTS DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

LA MÉTALLURGIE, L'AGROALIMENTAIRE ET LA PLASTURGIE REPRÉSENTENT PLUS DE LA MOITIÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE EN CENTRE-VAL DE LOIRE

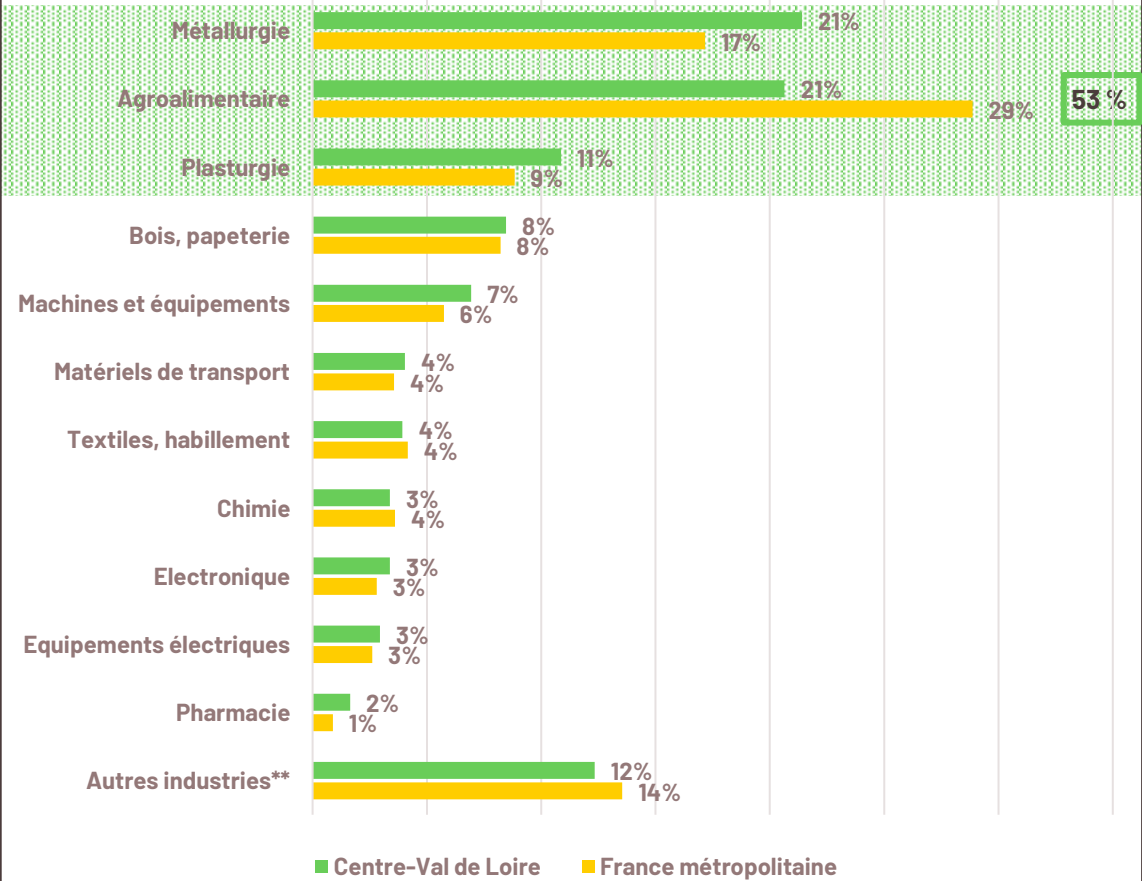
- Dans la région, **les secteurs de la métallurgie (21 %), de l'agroalimentaire (21 %) et de la plasturgie (11 %) concentrent la majorité des établissements industriels de +10 salariés.**
- Historiquement, la région a bénéficié de gisements de minerais de fer, propices à l'établissement des premières forges et fonderies. Aujourd'hui encore, des entreprises comme Catoire Semi à Martizay (conception et la fabrication de composants métalliques) et MBDA à Bourges (fabrication de missiles et de systèmes de missiles) font rayonner le secteur métallurgique de la région.
- Avec 60 % de sa surface dédiée à l'agriculture, la région est réputée pour ses productions céréalières et ses élevages qui en font un territoire privilégié pour la transformation alimentaire. Des sites industriels de S N V (spécialiste de la volaille) et de Tereos (sucre) y sont par exemple présents.

Graphique 5 – Nombre d'établissements : Poids de la région dans l'industrie manufacturière française (en %) en 2021



*Le champ d'analyse se base sur les 13 régions de France métropolitaine, hors DROM

Graphique 6. Répartition sectorielle des établissements* de l'industrie manufacturière en 2021 (en %)



Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, base Flores
 *à partir de 10 salariés

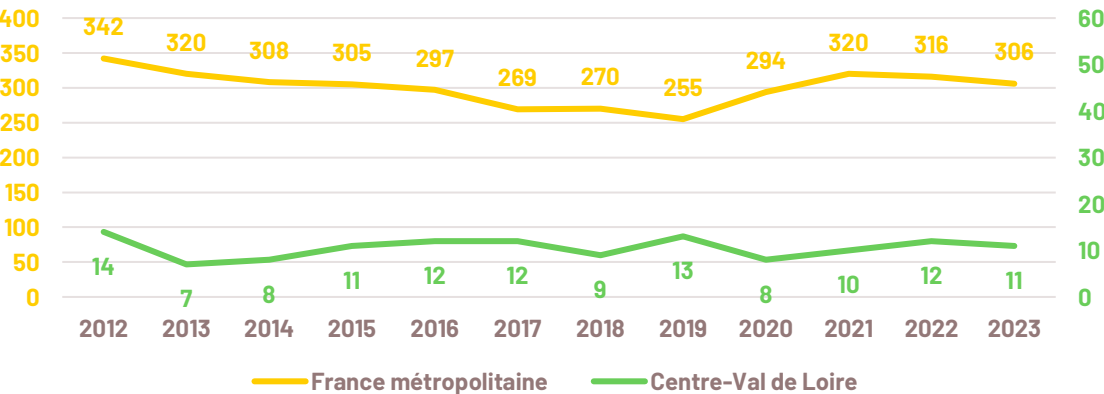
** Autres industries comprend « Cokéfaction et raffinage » et « Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements »

PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE UNE APPROCHE PAR L'ÉVOLUTION DES CRÉATIONS D'ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS

DES CRÉATIONS D'ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS STABLES À TRAVERS LE TEMPS*

- Pour cet indicateur, nous nous penchons sur les créations d'établissements dans l'industrie manufacturière avec plus de 10 salariés. Avec ce seuil, nous cherchons à centrer notre recensement sur les usines et centres de R&D d'entreprises industrielles, ce qui passe par l'exclusion des activités artisanales (par exemple, les boulangeries) qui ne s'inscrivent pas dans le périmètre de la réindustrialisation.
- La période d'inflexion observée en 2019 au niveau national coïncide avec l'impulsion donnée par les programmes de l'Etat et un écho médiatique autour de la réindustrialisation.
- En revanche, **l'attractivité de la région Centre-Val de Loire pour l'accueil des établissements industriels* est restée relativement stable au cours des années passées.**

Graphique 7. Nouveaux établissements : Dynamique des créations dans l'industrie*

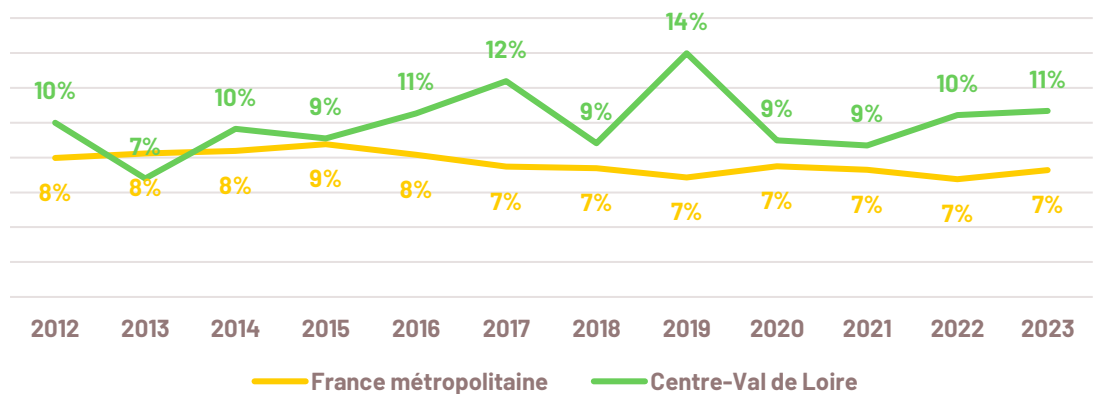


Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, base SIDE (la base SIDE ne contient pas de données antérieures à 2013 et la base précédemment en vigueur, REE, n'est pas comparable)
 *Ici, le champ d'analyse est l'industrie manufacturière, et inclut les établissements de plus de 10 salariés

DANS LA RÉGION, 11 % DES CRÉATIONS D'ÉTABLISSEMENTS SE FONT DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE EN 2023

- Comme perçu à travers les autres indicateurs, l'industrie occupe une place importante dans l'économie de la région.
- Même si une tendance est difficile à dessiner à partir de ces données de créations d'établissements (le nombre d'établissements de plus de 10 salariés créés par an au niveau régional étant relativement bas, la série reflète une certaine volatilité), on observe que lorsque 7 % des créations d'établissements de plus de 10 salariés en Centre-Val de Loire se faisait dans l'industrie manufacturière en 2013, ce chiffre atteint 11 % en 2023.

Graphique 8. Nouveaux établissements : Evolution du poids de l'industrie* dans l'économie totale



Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, base SIDE
 *Ici, le champ d'analyse est l'industrie manufacturière, et inclut les établissements de plus de 10 salariés

PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE
 OUVERTURES DE SITES, IDE, PRÉSENCE DE START-UP INDUSTRIELLES, ETI : UNE RÉGION EN QUÊTE DE VITALITÉ

0 ouvertures nettes de sites industriels en 2023

(Baromètre industriel de l'Etat, DGE)

Ouvertures:

- Lav'Car** dans la fabrication de stations de lavage à Meung-sur-Loire
- Citerneo** dans la fabrication de citernes à Chargé
- Happyvore** dans les alternatives végétales à la viande et au poisson à Chevilly

Fermetures:

- NPG Spark Plugs** dans la fabrication de bougies d'allumage à Meung-sur-Loire

Avec 35 IDE, le Centre-Val de Loire capte 3 % des IDE accueillis par la France en 2023

A l'échelle de la France, ce sont 44 % des IDE annoncés qui concernent implantations ou extensions d'usines.
 (Baromètre EY de l'Attractivité de la France)


Vorwerk dans l'électroménager à Donnemain-Saint-Mamès


SKF dans l'automobile à Saint-Cyr-sur-Loire


Novo Nordisk dans le pharmaceutique à Chartres

25 sièges de start-up industrielles en 2023, soit 1 % des sièges des 2 523 start-up industrielles françaises.

(Observatoire des startups industrielles, Bpifrance)


IGYXOS dans la santé à Nouzilly


INTACT REGENERATIVE dans les protéines végétales à Olivet


ORRION CHEMICALS ORGAFORM dans la chimie à Fleury-les-Aubrais


Pepette dans les repas pour animaux à Controis-en-Sologne


Oslab Technologies dans le matériel pour personnes non-valides à Bourges

Parmi les établissements de l'industrie manufacturière dans la région, 6 % ont plus de 200 salariés

(Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, base Flores)


TOUTENKAMION GROUP dans la carrosserie industrielle spécifique à Ladon


Thales dans l'aéronautique à Vendôme


Forvia dans l'automobile à Nogent-sur-Vernisson

*Ici, le champ d'analyse comprend uniquement les établissements de plus de 10 salariés

2

CARTOGRAPHIE DU POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE LA RÉGION

UN NOUVEAU PAYSAGE INDUSTRIEL SE DESSINE DANS LES RÉGIONS FRANÇAISES DE DEMAIN

L'industrie a profondément marqué le territoire français et ses paysages. Seulement, **l'industrie ne pourra plus choisir son territoire comme auparavant. La sobriété foncière qu'impose l'objectif Zéro Artificialisation Nette (ZAN), l'impératif d'une gestion plus sobre de l'eau, la pénurie des compétences bouleversent le rapport de l'industrie aux territoires.** A l'aune de ces nouveaux critères, chaque région présente son lot d'atouts et de limites.

De là notre effort pour comprendre le paysage industriel régional, en partant des besoins des industriels et des dispositions des territoires. Entre la cathédrale industrielle et son prérequis foncier, la PME arrimée à son territoire et attachée à une main-d'œuvre locale qu'elle a formée depuis plusieurs décennies, et la startup industrielle qui naît sur un territoire mais passera potentiellement à l'échelle sur un autre, les besoins de chacun sont éminemment hétérogènes.

Les dispositions du territoire sont, elles, analysées à travers **une cartographie du potentiel de développement industriel des régions** se basant sur:

- 33 critères alimentés par des bases de données publiques disponibles et comparables au niveau national (cf slide suivante) ;
- Répartis en 5 familles ou « capitaux » : le capital physique (foncier et infrastructures logistiques), le capital écosystémique (culture et poids historique de l'industrie), le capital humain (élèves en formation industrielle), le capital qualité de vie (mobilité, soins, services, solde migratoire), et le capital environnemental (risques de sécheresse et d'inondation).

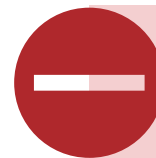
Notre analyse du potentiel industriel régional se caractérise par trois approches :

- Les critères de notre cartographie sur lesquels la région se démarque ;
- Le niveau d'hétérogénéité des zones d'emploi qui composent la région ;
- Les zones d'emploi qui tirent particulièrement la région vers le haut et qui présentent le plus fort potentiel.



CE QU'EST CE TRAVAIL

Une grille de lecture pour apprécier, en première analyse, le potentiel de développement industriel des territoires, sur la base de **critères transverses à l'ensemble de l'industrie** (pas de critère sectoriel)



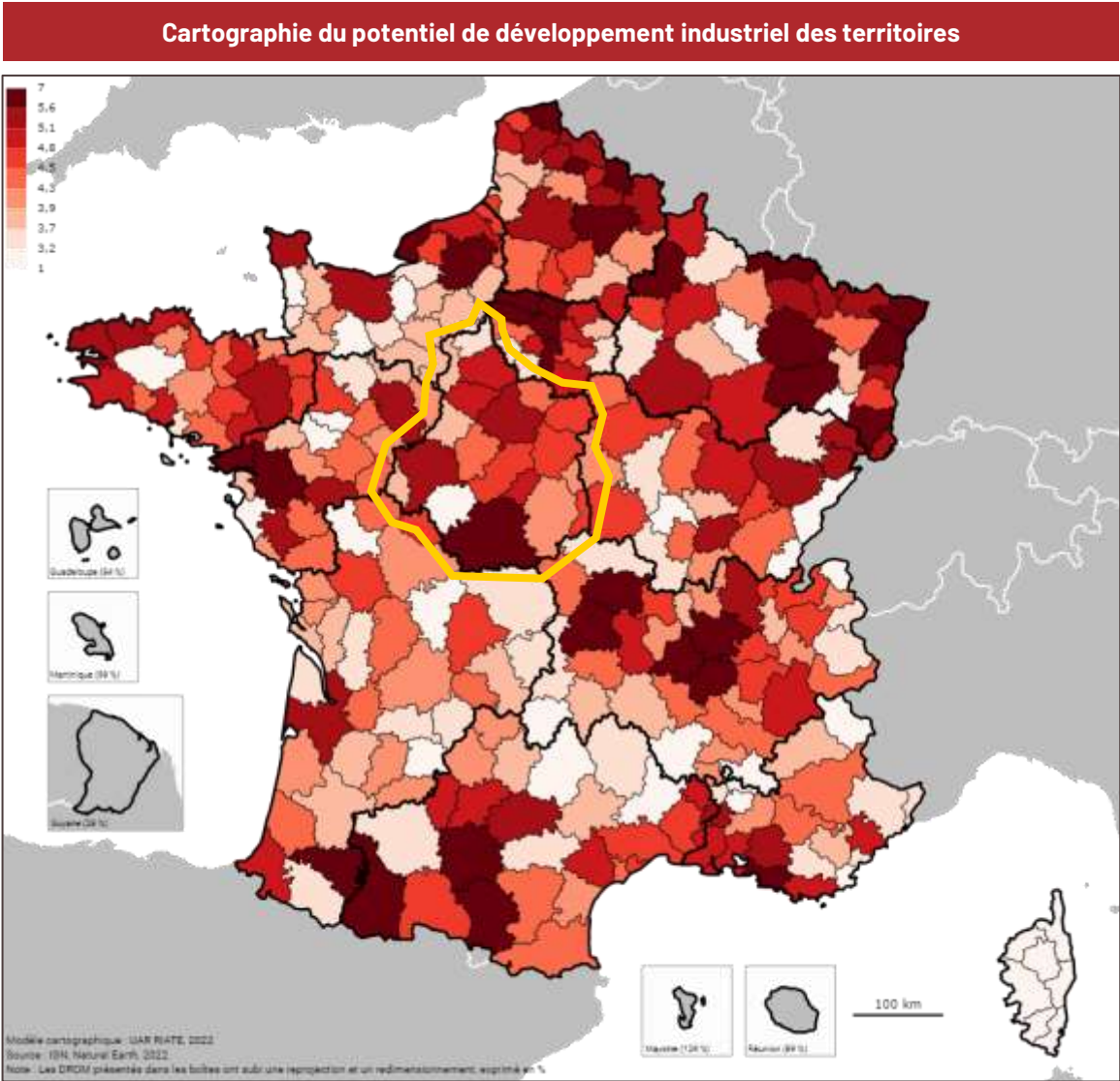
CE QU'IL N'EST PAS

- Il ne permet pas à un industriel de déterminer son territoire d'implantation. **Charge à chaque entreprise d'approfondir la cartographie Bpifrance Le Lab avec une analyse de son marché et de son secteur.**
- Il ne traite pas de la politique industrielle ou économique portée par l'Etat. **Il n'y est question ni de coût du travail, ni de coût de l'énergie, ni de fiscalité économique nationale**, mais uniquement de critères locaux d'attractivité industrielle.
- **Il ne traduit pas la stratégie des territoires.**
- **Il n'est pas une analyse des DROM, par manque de données disponibles.**

LES 33 CRITÈRES D'APPRÉCIATION DU POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DES TERRITOIRES

Famille et pondération		Dimension et sous-pondération		Indicateur	Source
Capital physique	41%	Foncier	53%	Surface de sites clés en main (Ha)	ANCT, DGE
				Surface de foncier économique (Ha)	Banque des Territoires, France Foncier +
				Surface de friches industrielles disponibles (Ha)	Cartofriches (Cerema)
				Surface accordée à des activités industrielles (m²)	Sitadel2 (Min. transition écologique)
		Infrastructures logistiques	47%	Proximité d'une autoroute	Association des Sociétés Française des Autoroutes
				Nombre de gares de fret	SNCF
				Tonnage brut du port maritime rattaché à la zone d'emploi	Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires
				Tonnage brut des aéroports rattachés à la zone d'emploi	UAF (union des aéroports français)
Capital écosystémique	29%	Ecosystème industriel	54%	Evolution des créations d'emplois industriels 2017-2019 (Nombre)	Insee, Flores
				Nombre d'emplois salariés dans le secteur de l'industrie manufacturière	Insee, Flores
				Part d'emplois dans le secteur de l'industrie (%)	Insee, RP 2020
				Taux de création d'entreprises dans le secteur de l'industrie (%)	Insee, REE 2021
				Nombre de pôles d'excellence (IRT, pôles de compétitivité, PUI)	DGE, Ministère de l'ens. supérieur et de la recherche
				Nombre de sites industriels issus du top 100 des usines françaises selon leurs effectifs	L'Usine Nouvelle
		Gouvernance	31%	Part de la zone d'emploi couverte par la présence d'un chef de projet du dispositif Territoire d'Industrie Temps 1 (2018-2023) (%)	ANCT
				Part de la zone d'emploi couverte par la présence d'un chef de projet du dispositif Territoire d'Industrie Temps 2 (2023-2027) (%)	ANCT
		Culture / Histoire	16%	Nombre de sites industriels présentant des risques d'accidents majeurs (Seveso)	Géorisques
				Nombre d'entreprises du patrimoine vivant (EPV)	Institut National des Métiers d'Art
				Age moyen des entreprises industrielles (années)	SIRENE
Capital humain	20%	Compétences	80%	Nombre de diplômés dans l'industrie hors cursus ingénieur	Ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse
			15%	Taux de chômage (%)	Insee
			5%	Présence d'au moins une école de production	Fédération Nationale des Écoles de Production
Capital qualité de vie	7%	Mobilité	25%	Moyenne du nombre de liaisons ferroviaires de voyageurs pondérées par la population	Autorité de régulation des transports
				Temps de trajet moyen entre le domicile et le travail (minutes)	Insee, RP 2020, Metric 2021
				Présence d'un métro, tram ou RER	Wikipedia
		Solde migratoire	25%	Evolution de la population due au solde migratoire 2014-2020 (Nombre)	Observatoire des territoires
		Accès aux soins	25%	Nombre de consultations médicales accessibles par habitant par an (indicateur APL)	DREES
		Centralité des servcs. et éQUIPT.	25%	Indicateur de centralité des services et équipements	Observatoire des territoires
Capital environnemental	3%	Sécheresses	40%	Indicateur de résilience aux sécheresses à horizon 2035	Bpifrance, Direction des Risques à partir de données GIEC, Météo France, BRGM, CCR, Géorisques
		Inondations	40%	Indicateur de résilience aux inondations à horizon 2035	
		Autres catastrophes naturelles	20%	Indicateur de résilience aux retraits/gonflements des argiles à horizon 2035	
				Indicateur de résilience aux incendies à horizon 2035	
				Indicateur de résilience aux vagues de chaleur à horizon 2035	

CARTOGRAPHIE DU POTENTIEL DES TERRITOIRES INDUSTRIELS



Capital	Carte (zones d'emploi)	Pondér.*
Physique		41 %
Ecosys.		29 %
Humain		20 %
Qualité de vie		7 %
Env.tal		3 %

Quels critères sont priorités par les industriels pour s'implanter ?

La pondération entre les différents capitaux a été établie par Bpifrance Le Lab à partir des priorités exprimées par les dirigeants industriels considérant une prochaine implantation dans une enquête nationale représentative.

Au niveau national, les industriels considèrent d'abord le foncier (55 %), les talents (50 %) et la présence d'infrastructures (49 %). Viennent ensuite la proximité à son marché (35 %), la qualité du dialogue avec les élus locaux (22 %), le cadre de vie local (17 %), la culture et l'histoire industrielle (11 %), la ressource en eau et/ou l'exposition aux risques naturels (7 %), et enfin, les centres de recherche (3 %).

Ces neuf critères sont ici regroupés en cinq grandes familles, et font ressortir en priorité le capital physique, qui regroupe notamment le foncier et les infrastructures, deux des trois critères en tête de liste des priorités des industriels.

*Pondération adaptée des industriels : Source : Enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2828 dirigeants d'entreprises industrielles, pondération effectuée à partir d'un reclassement des réponses à la question « Quels critères regarderez-vous en priorité pour votre prochaine implantation industrielle ? »

LES ZONES D'EMPLOI DE LA RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE



Source : Fonds de carte INSEE, superposées avec ArcGIS

L'ANALYSE PAR ZONES D'EMPLOI

Dans cette déclinaison régionale de l'étude Industrie & Territoires de Bpifrance Le Lab, nous sommes en mesure de **rentrer en détail dans le potentiel de développement industriel de chaque région**, avec une granularité au niveau de la zone d'emploi.

Pour rappel, une zone d'emploi est un **espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent**, et dans lequel les entreprises peuvent trouver l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts.

Le découpage en zones d'emploi n'est pas un découpage administratif, mais un découpage réalisé par l'INSEE à des fins d'analyses statistiques. Le zonage constitue une partition du territoire adaptée aux études sur le marché du travail et définit également des territoires pertinents pour les diagnostics locaux. La France compte 306 zones d'emplois, dont 287 hors DOM.

La région Centre-Val de Loire compte 17 zones d'emploi. Cette carte identifie par son nom chaque zone d'emploi dont le territoire est totalement, ou partiellement inclus dans la région Centre-Val de Loire. Cette identification est particulièrement utile pour la lecture des différentes cartes présentées dans les slides suivantes.

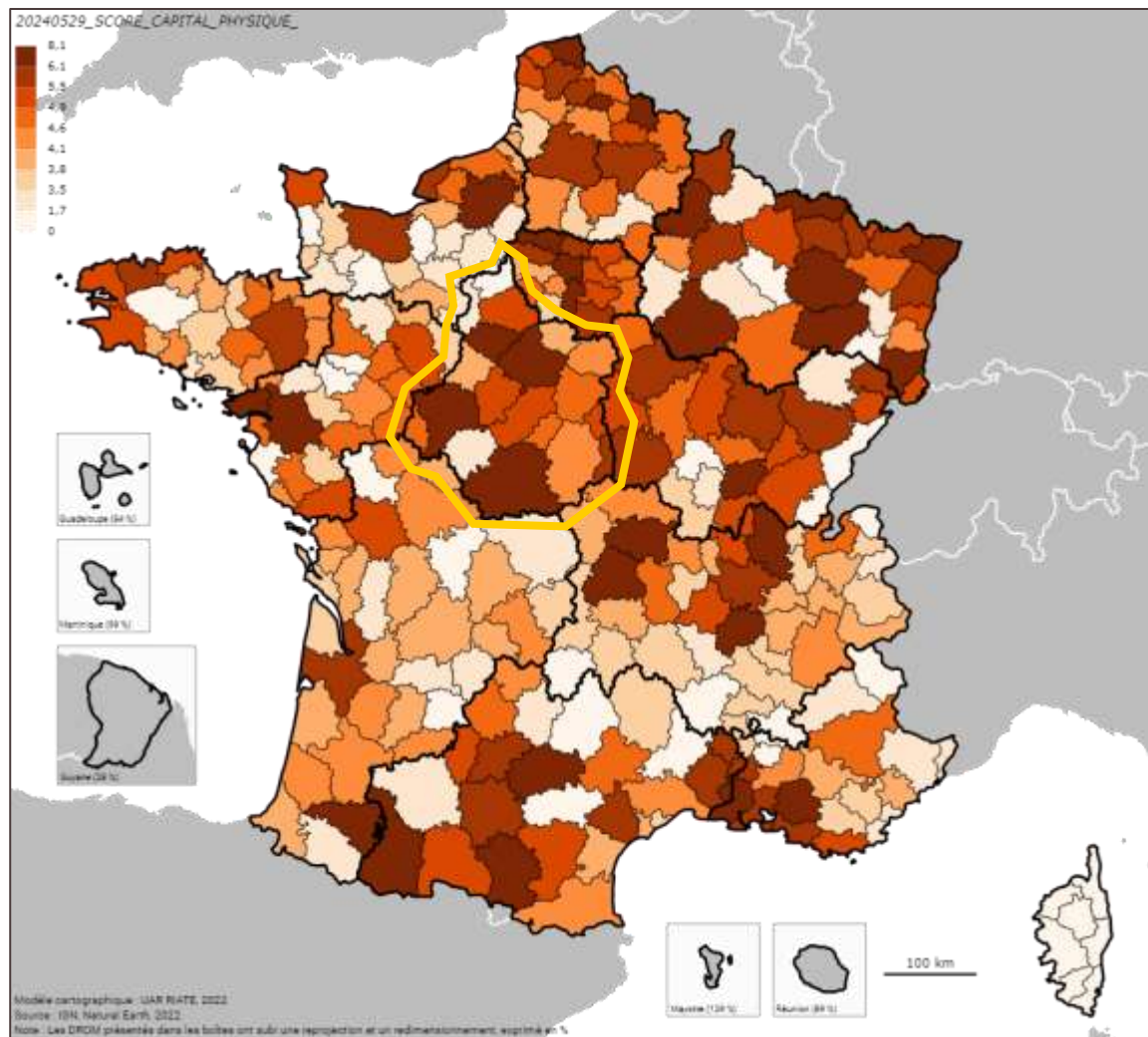
TRAITEMENT DES ZONES D'EMPLOI TRANSRÉGIONALES

Certaines zones d'emploi s'étendent sur plus d'une région. Au niveau national, on compte 14 de ces zones d'emploi, dénommées « **transrégionales** », que nous avons affectées à une région chacune, selon les règles suivantes :

- Région dans laquelle se situe la ville éponyme de la zone d'emploi
- Lorsque la zone d'emploi ne prend pas le nom d'une ville, région qui prend la plus grande superficie de la zone d'emploi

Ainsi, pour cette étude, les zones d'emploi de Dreux et Nogent-le-Rotrou ont été rattachées au Centre-Val de Loire. Les zones d'emploi de Nevers et Cosne-Cours-sur-Loire ont été rattachées à la Bourgogne-Franche-Comté.

LE CAPITAL PHYSIQUE



COMMENT LIRE CETTE CARTE ?

Qu'entend-on ici par capital « physique » de l'industrie ? La présence de disponibilités foncières et d'infrastructures logistiques, qui figurent parmi les premiers critères en tête pour une implantation industrielle.

Cette carte affiche les surfaces de sites clé en main, de foncier économique, de friches industrielles disponibles et accordées à des activités industrielles, la proximité d'une autoroute, le nombre de gares de fret, le tonnage des ports maritimes et des aéroports. Elle ne prend pas en compte la structuration locale des observatoires fonciers, les terrains déjà alloués, ou sous promesse de vente, ou le raccordement électrique**.

LE FONCIER, GRAND POINT FORT DE LA RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE

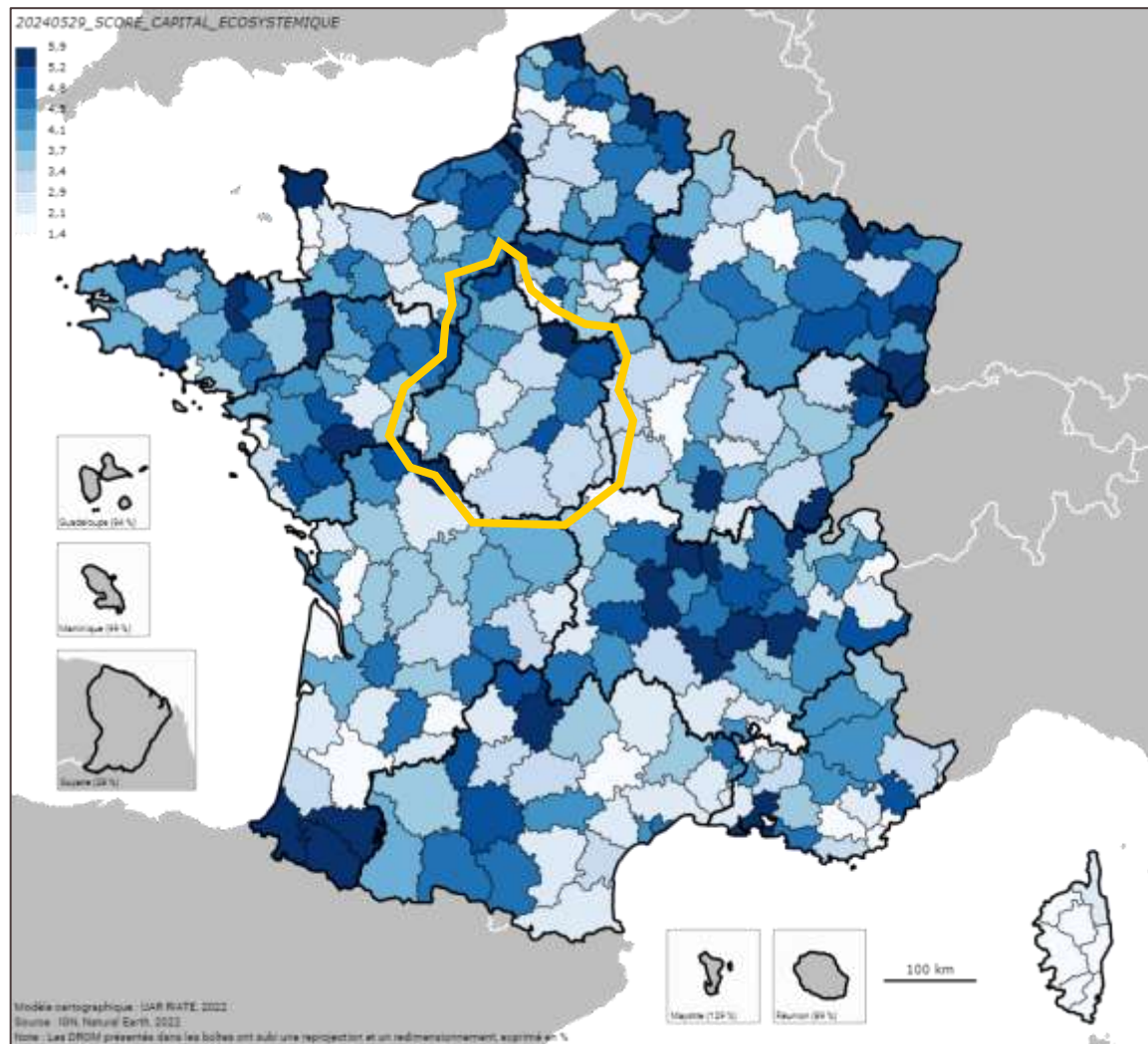
La région se distingue particulièrement par ses **larges zones foncières** (208 Ha de sites clé en main contre 171 en moyenne par région, et 742 Ha de foncier économique contre 236 en moyenne par région), et est traversée par des axes autoroutiers majeurs comme l'A10 (Paris-Bordeaux), l'A71 (Orléans-Clermont-Ferrand), l'A85 (Vierzon-Tours) et l'A28 (Tours-Le Mans), qui facilitent le transport routier des marchandises. Le port sec de **Vierzon** et la plateforme d'**Orléans** sont des plateformes multimodales stratégiques pour la logistique, et la région est traversée par la Loire, qui rend possible le transport fluvial. Enfin, sa proximité à la région parisienne offre des avantages pour le relai international.

La région est marquée par une certaine disparité entre les territoires qui la composent, révélant à la fois des poches d'attractivité (**Châteaurox** avec sa zone d'activités à Ozans qui totalise 187 Ha de sites clé en main, 121 Ha de foncier économique et possède 10 gares de fret, soit deux fois plus que la moyenne nationale ; **Châteaudun** avec 16 Ha de sites clé en main et 46 Ha de foncier économique ; et **Orléans** avec 156 Ha de foncier économique) et des zones dépourvues de grand foncier (**Bourges, Vendôme, Loches, Dreux et Pithiviers**).

*Les régions analysées concernent la France métropolitaine, hors DROM

**Pour une analyse complète des indicateurs, se référer à l'étude [Industrie et Territoires](#) de Bpifrance Le Lab, publiée en mai 2024.

LE CAPITAL ÉCOSYSTÉMIQUE



COMMENT LIRE CETTE CARTE ?

Une spécialisation industrielle, reflet de chaînes de valeur (donneurs d'ordre, sous-traitants, concurrents...) et de pôles de compétitivité structurés, une dynamique passant notamment par le dialogue entre le territoire et ses entreprises, l'attachement à un patrimoine et des savoirs-faires industriels... Ces atouts économiques, parfois immatériels, sont précieux pour tout nouveau projet industriel, et il est difficile de les recréer. Cette carte saisit le capital « écosystémique » des zones d'emploi françaises.

Cette carte prend en compte l'emploi et les entreprises industrielles, les pôles de compétitivité et de recherche, la présence du dispositif Territoires d'Industrie, le nombre de sites Seveso (présentant des risques d'accidents), le nombre d'Entreprises du Patrimoine Vivant (EPV) et l'âge moyen des entreprises industrielles. Elle ne prend pas en compte d'indicateurs d'innovation et de R&D (notamment caractérisées par les SATT*).

UN ÉCOSYSTÈME INDUSTRIEL CONSÉQUENT

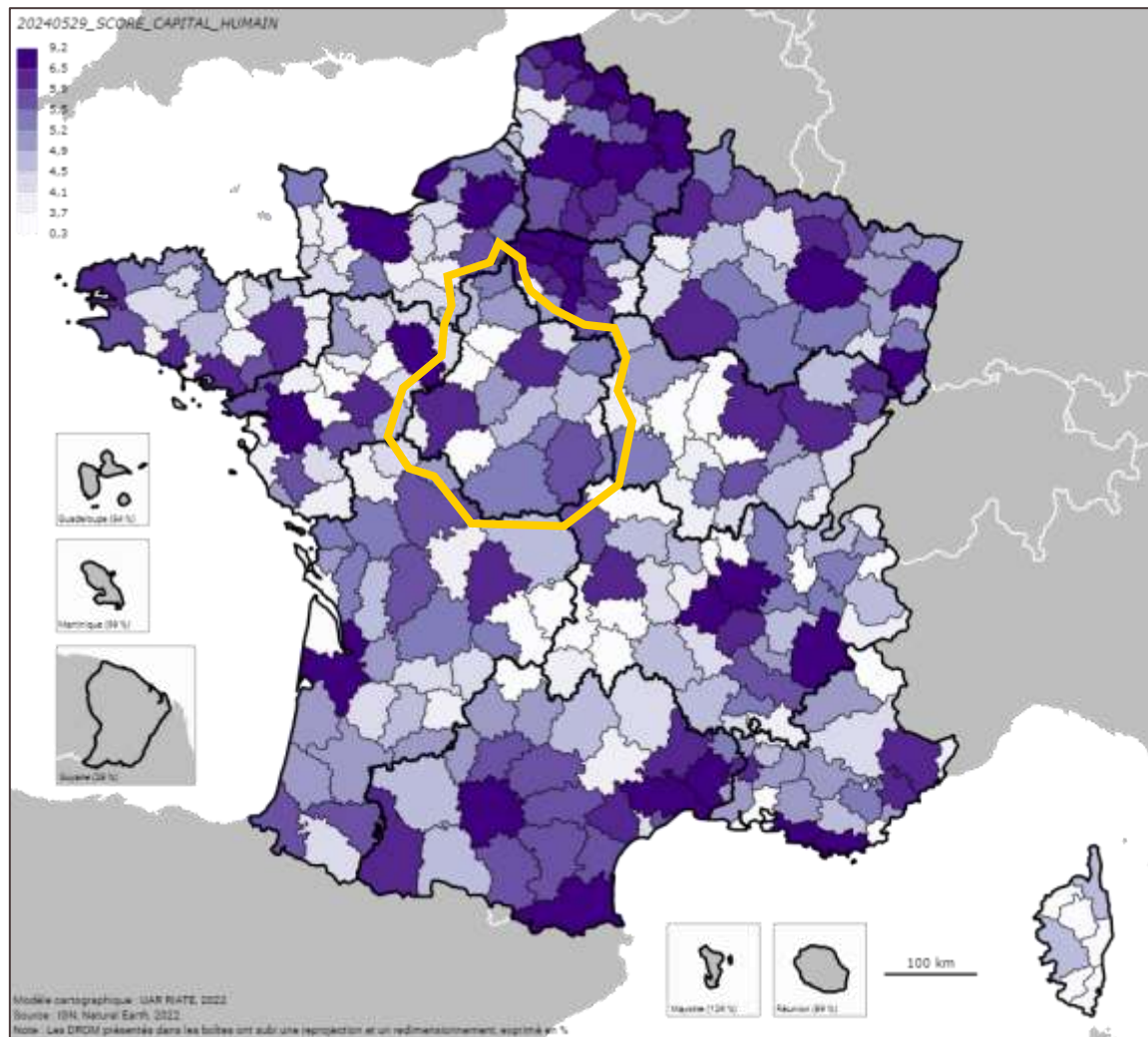
La région se distingue par un taux d'emploi industriel plus important que la moyenne nationale. La tendance est néanmoins à la destruction d'emplois industriels entre 2017 et 2019 : le solde des créations et des destructions s'élève à - 293. Enfin, en moyenne 48 % des zones d'emploi de la région sont couvertes par le dispositif Territoires d'Industrie, en ligne avec la moyenne nationale, à 50 %.

Au sein de la région, il existe une certaine disparité des territoires qui la composent, révélant à la fois des poches de dynamisme grâce au programme Territoires d'Industrie (**Pithiviers**, où 28 % des emplois sont industriels ; **Vierzon**, où 22 % des emplois sont industriels et 15 % des entreprises créées sont industrielles ; et **Montargis**) et des zones en quête d'impulsion (**Blois**, **Loches** et **Chinon**).

Ce sont en particulier les zones d'emploi de **Nogent-le-Rotrou**, **Gien** et **Vendôme** qui affichent des taux d'emploi industriel proches de 30 %. La région dispose de deux sites industriels compris dans les 100 plus grands de France : Thales à **Vendôme** (41) et Michelin à **Saint-Doulchard** (18) (hors industrie manufacturière, la région dispose de trois sites EDF). Trois pôles de compétitivité sont répartis sur la région : le Pôle Eau Nord à **Orléans**, la Cosmetic Valley à **Chartres**, et le pôle S2E2 à **Tours**.

*SATT : Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologies

LE CAPITAL HUMAIN



COMMENT LIRE CETTE CARTE ?

Face aux tensions sur le marché du travail, les industriels pointent du doigt la pénurie de compétences comme obstacle majeur à leur développement. Le capital « humain » est représenté par la disponibilité et les compétences de la main d'œuvre sur le territoire.

Cette carte prend en compte trois indicateurs : Le nombre d'élèves en dernière année de formation industrielle (BAC+2 et BAC+3 qui forment aux métiers d'ouvriers qualifiés, de techniciens, et d'agents de maîtrise), la présence d'écoles de production et le taux de chômage, qui révèle des viviers de demandeurs d'emploi. Cette carte ne prend pas en compte les ingénieurs ou BAC+5, ni la qualité de la formation ou des métiers recherchés.

UN VIVIER DE TALENTS PRÉSENT

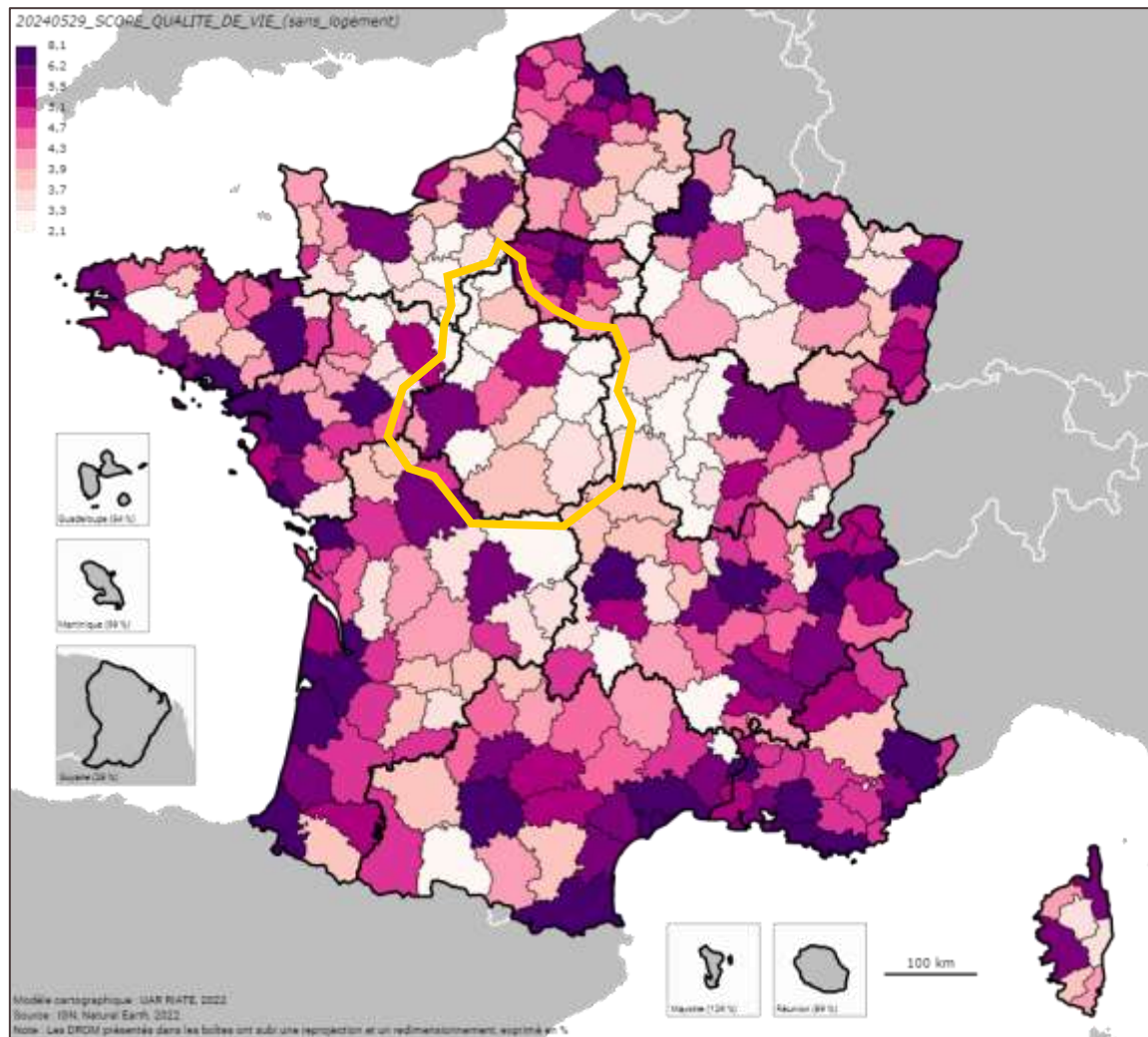
En 2022, la région forme 2 815 élèves en dernière année de cursus en voie professionnelle ou BTS dans des formations liées à l'industrie, soit 4 % des talents du pays*, notamment grâce aux IUT offrant des formations spécialisées (logistique et gestion de production industrielle, science des matériaux, compétences pratiques en mécanique, qualité, maintenance industrielle). La deuxième réserve de main d'œuvre potentiellement disponible pour l'emploi industriel émane des demandeurs d'emploi. Dans le Centre-Val de Loire, le taux de chômage s'apparente au taux de chômage national (7 %). Certaines zones d'emploi affichent cependant des taux de chômage plus élevés : c'est le cas de **Vierzon** et **Montargis** qui affichent des taux supérieurs à 10 %.

La région est ici aussi marquée par une certaine disparité entre les territoires qui la composent : des poches les plus dynamiques comme **Tours**, **Orléans** et **Bourges**, qui forment à elles trois la moitié des diplômés de la région (respectivement 19 %, 22 % et 9 %), notamment en raison de leur profil de grandes villes où sont situés les IUT, et des zones moins bien dotées en établissements de formation, comme **Châteaudun**, **Loches** et **Vendôme**.

La région dispose également d'une école de production : l'école Maurice Leroux à Salbris (située dans la zone d'emploi de **Romorantin-Lanthenay**), formant des jeunes de 15 ans et plus, en décrochage scolaire, vers des métiers de conducteur d'installation de production, technicien d'usinage, et à des qualifications en métallurgie.

*Hors cursus ingénieur

LE CAPITAL QUALITÉ DE VIE



COMMENT LIRE CETTE CARTE ?

Cette carte évalue l'attractivité résidentielle des zones d'emploi françaises. Quand bien même un territoire est doté d'un fort potentiel industriel, il faut également qu'il soit attractif et puisse offrir un bon cadre de vie aux travailleurs.

Cette carte prend en compte l'accès aux soins, la mobilité, la proximité des services et le solde migratoire. Elle ne prend pas en compte le prix du logement car il s'agit d'un critère qui peut être source comme conséquence de l'attractivité, ce qui la rend difficile à interpréter.

L'ATTRACTIVITÉ RÉSIDENTIELLE RÉGIONALE EST PLUS FAIBLE QUE LA MOYENNE NATIONALE DANS SON ENSEMBLE, MAIS CERTAINES ZONES D'EMPLOI SE MONTRENT TRÈS ATTRACTIVES

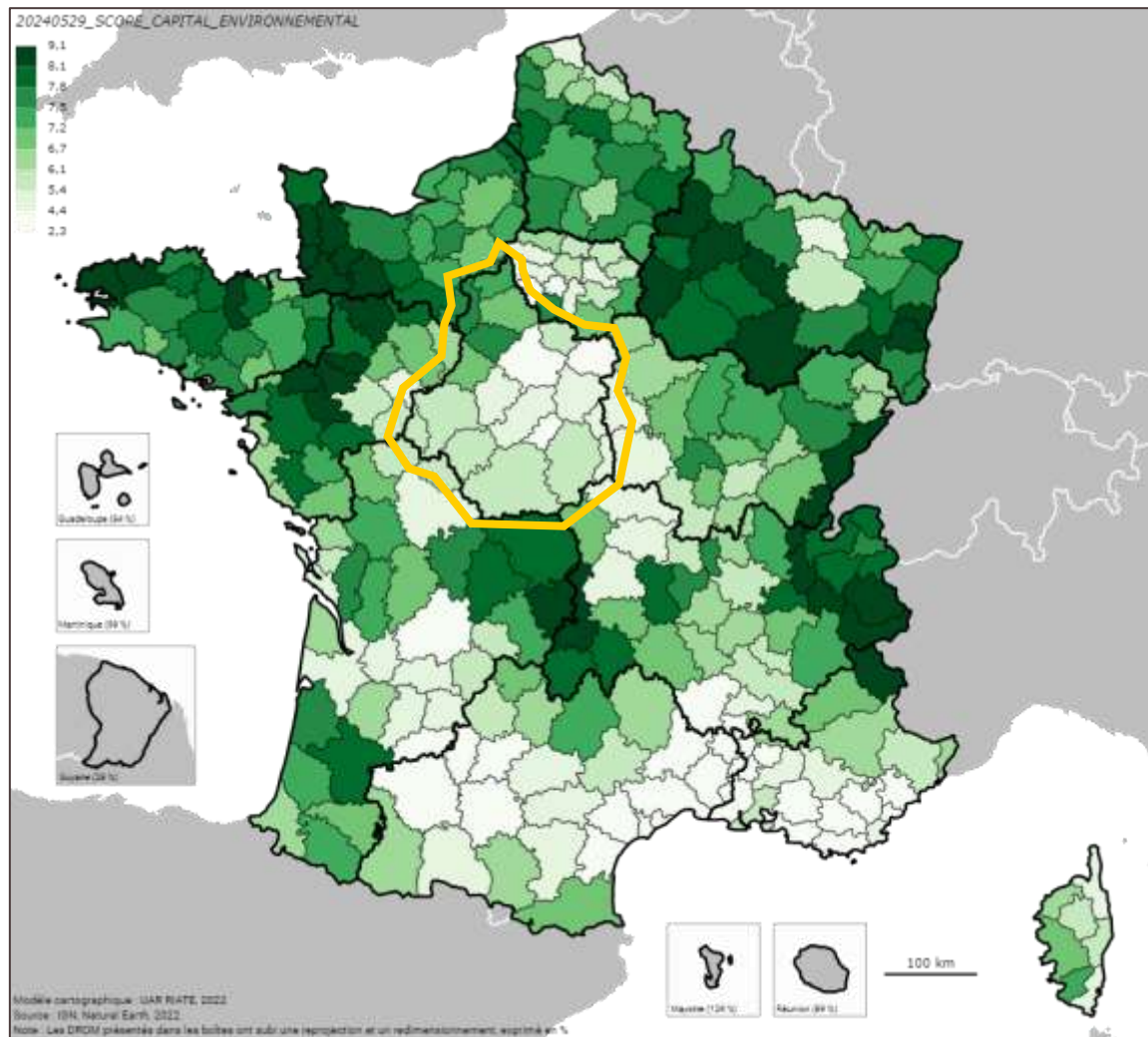
La région, qui est fortement dotée en potentiel de développement industriel grâce à ses **larges disponibilités foncières**, fait face à un **enjeu d'attractivité** : un solde migratoire de -2 400 personnes entre 2014 et 2020, 2,9 consultations médicales par habitant par an, inférieur au seuil défini comme satisfaisant par le droit national*, et une moindre mobilité en voiture ou en transports. Cette situation est compréhensible pour une région en plein essor : la future exploitation du potentiel foncier pourra en son temps mener à la création de centres de services, d'activités sociales et culturelles, facteurs d'attractivité résidentielle. Cela constitue en réalité une toile prometteuse pour les urbanistes, les entrepreneurs et les collectivités locales.

Cette attractivité résidentielle est toutefois très hétérogène au sein de la région : **Orléans** affiche un solde migratoire positif de +2 427 personnes et **Tours** de +1 765 personnes, tandis que **Châteauroux** connaît un solde de -1 055. Certaines zones d'emploi sont très bien reliées : **Vierzon**, **Tours**, et **Orléans** disposent de plus de 20 liaisons (la moyenne par zone d'emploi étant de 15). Certaines zones bénéficient de l'attractivité caractéristique des grandes villes : les zones d'emploi de **Tours**, **Orléans**, **Blois** et **Vierzon** proposent une trentaine de commerces et services en moyenne, ce qui en fait des centres dits intermédiaires** tandis que les autres zones d'emploi sont des centres dits locaux, proposant une douzaine de services et équipements du quotidien.

*Code de la santé publique, 2017

**Centralités : comment les identifier et quels rôles dans les dynamiques locales et intercommunales ? INRAE-CESAER, l'ANCT, 2019.

LE CAPITAL ENVIRONNEMENTAL



COMMENT LIRE CETTE CARTE ?

Cette carte du capital de « résilience environnementale » représente la résilience des zones d'emploi aux risques physiques liés au changement climatique de 2025 à 2035, à partir de projections Bpifrance. Plus une zone est foncée, plus elle est résiliente.

Cette carte prend en compte 5 type de résilience : résilience aux risques de sécheresses, aux risques d'inondation, aux risques de retrait-gonflement des argiles, aux vagues de chaleur et aux incendies. Elle ne prend pas en compte la disponibilité des ressources naturelles ni la présence de sites de biodiversité à protéger.

LA RÉGION EST PARTICULIÈREMENT EXPOSÉE AUX RISQUES ENVIRONNEMENTAUX

Le Centre-Val de Loire est une région très exposée aux événements de sécheresse et aux mouvements des argiles, comparé au reste de la France. En revanche, elle fait partie des régions les moins exposées aux vagues de chaleur. Elle se positionne dans la moyenne en termes de risques d'inondations et d'incendies.

Certaines zones d'emploi sont plus touchées que d'autres : **Vierzon** est la zone la plus exposée aux sécheresses, tandis que **Châteauroux** est plus résiliente. La moitié des zones d'emploi est peu exposée aux inondations (notamment **Bourges**) tandis que l'autre moitié y est vulnérable (notamment **Orléans** et **Montargis**). On remarque une forte disparité entre les territoires de la région concernant les vagues de chaleur : l'Est de la région est plus exposé que l'Ouest.

*Les régions analysées concernent la France métropolitaine, hors DROM

3

LA RÉGION ET LA RÉINDUSTRIALISATION

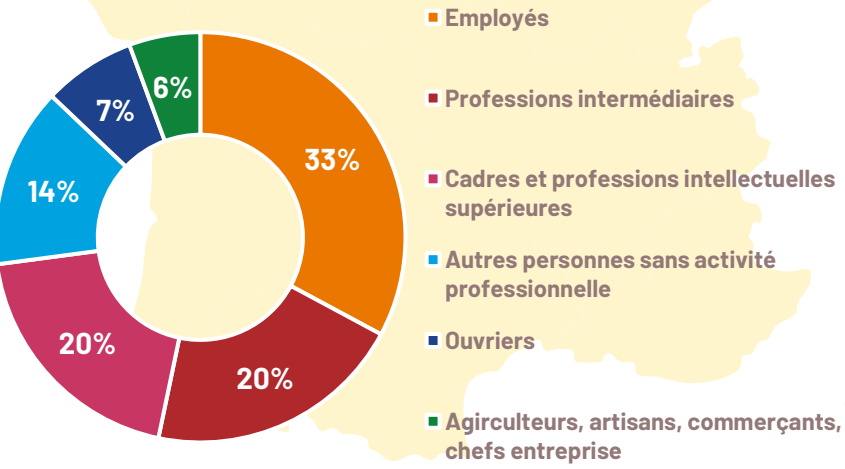
I. FOCUS SUR LES RÉPONDANTS DES ENQUÊTES

**II. PERCEPTIONS CROISÉES ENTRE CITOYENS ET
INDUSTRIELS**

5 000 répondants en France

44 % d'hommes et 56 % de femmes

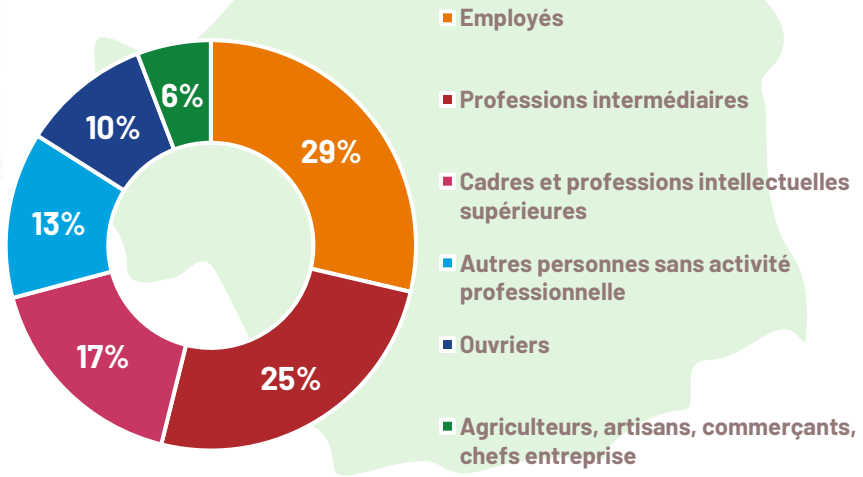
43 % ont plus de 55 ans, 34 % ont entre 35 et 54 ans et 23 % ont moins de 35 ans



Dont 206* en Centre-Val de Loire

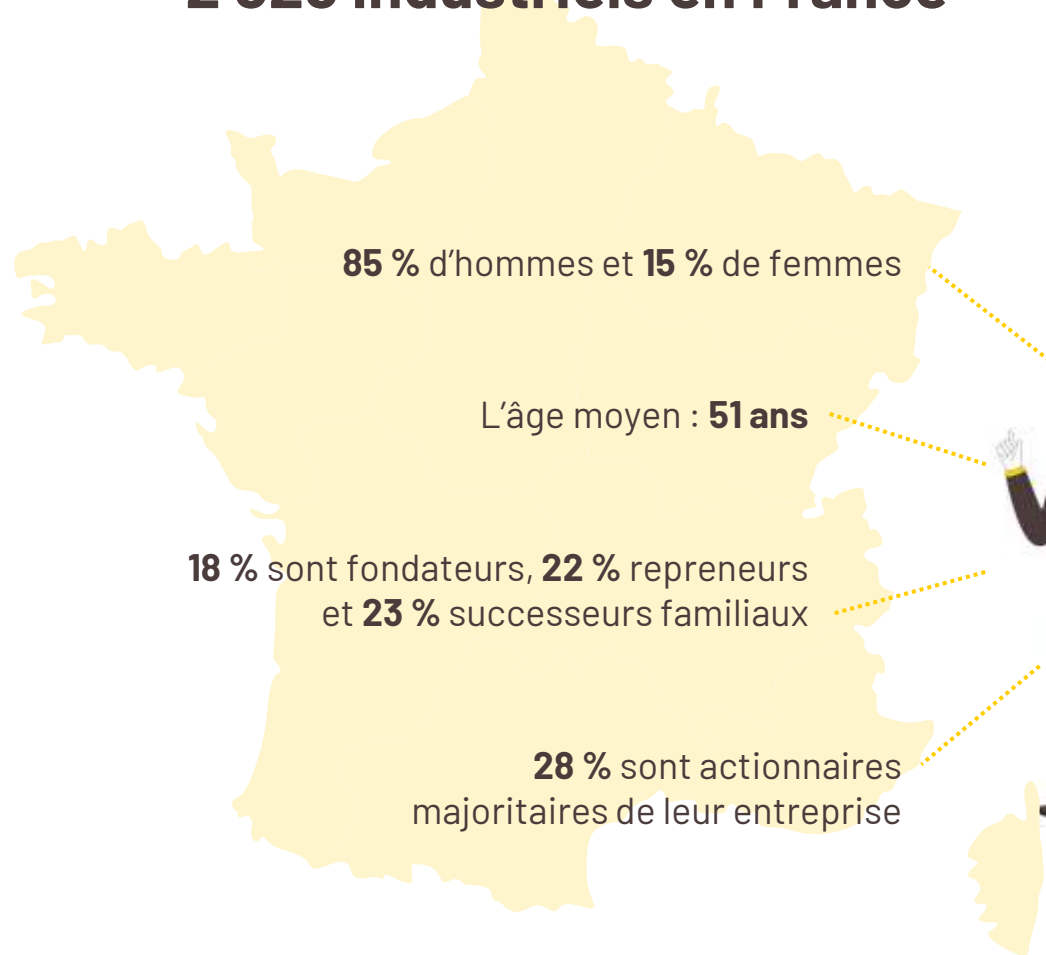
51 % d'hommes et 49 % de femmes

51 % ont plus de 55 ans, 32 % ont entre 35 et 54 ans et 17 % ont moins de 35 ans

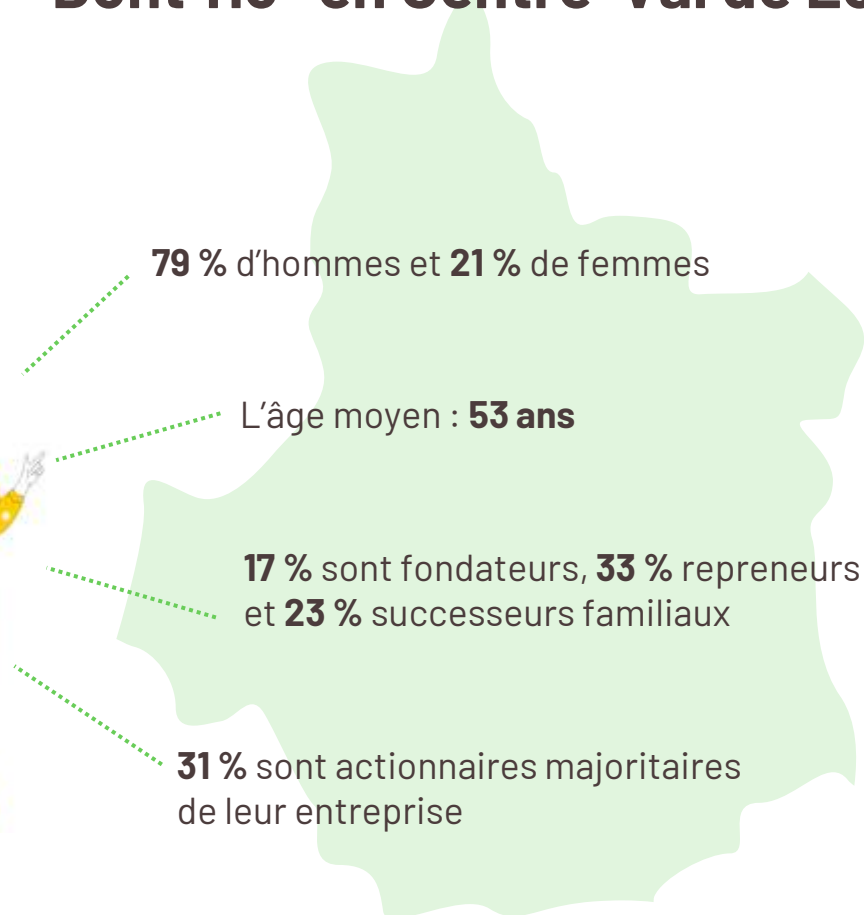


*L'étude concernant la société civile est constituée d'un échantillon de 5 000 répondants représentant la France entière que l'on peut classer ex-post par régions.
Les répondants de la région Centre-Val de Loire représentent 206 personnes.

2 828 industriels en France



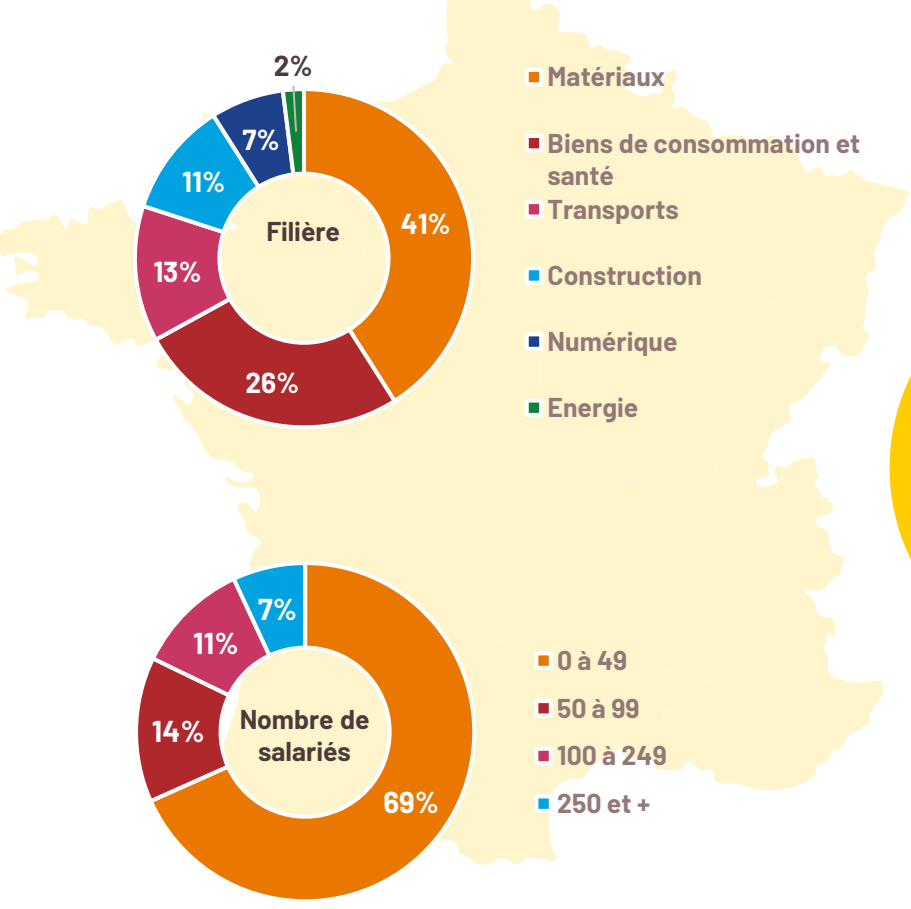
Dont 113* en Centre-Val de Loire



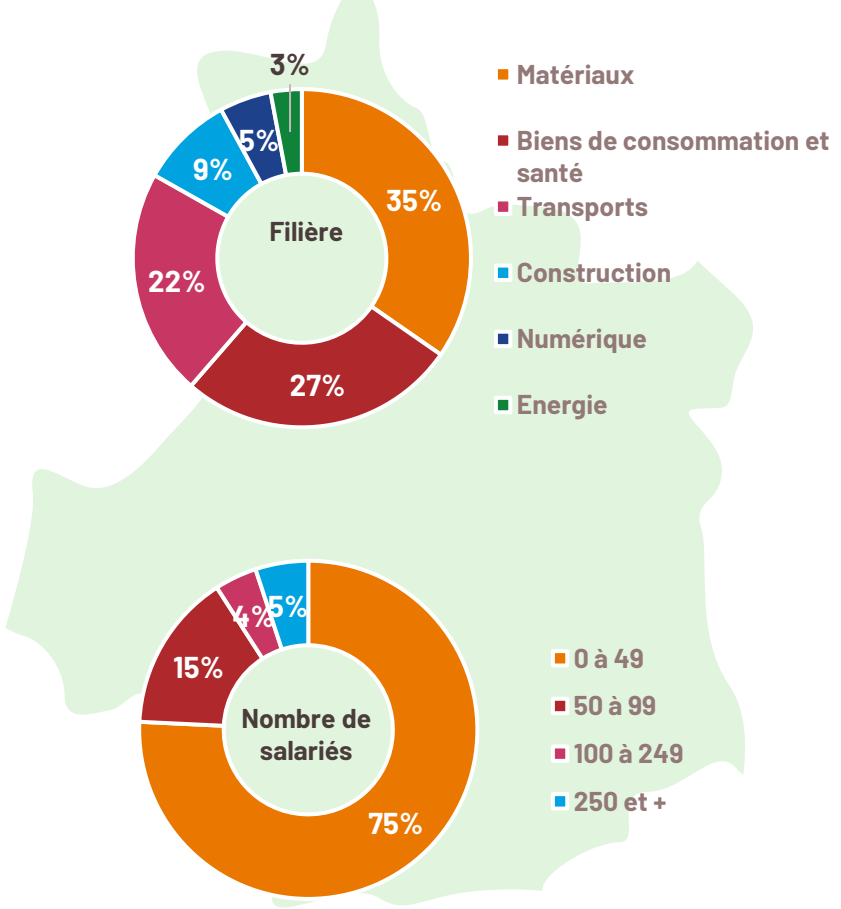
*L'étude concernant les dirigeants industriels est constituée d'un échantillon de 2 828 répondants représentant la France entière que l'on peut classer ex-post par régions.

Les répondants de la région Centre-Val de Loire représentent 113 personnes.

2 828 industriels en France



Dont 113 en Centre-Val de Loire



LES FRANÇAIS PERÇOIVENT DAVANTAGE LA RÉINDUSTRIALISATION QUE LES INDUSTRIELS

DANS LA RÉGION, LES INDUSTRIELS SONT MOINS NOMBREUX À ESTIMER QU'UNE RÉINDUSTRIALISATION EST EN COURS

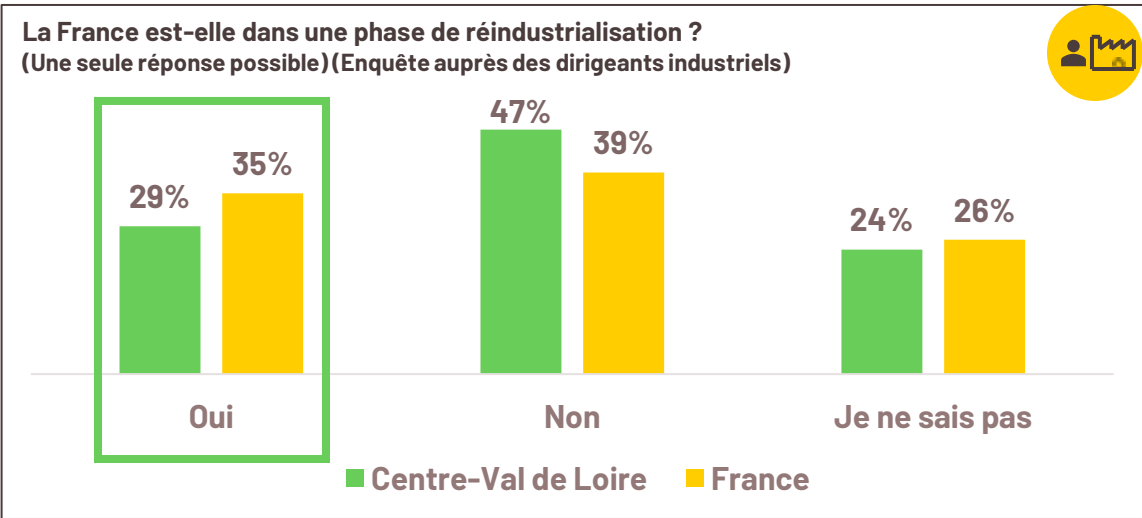
- Les industriels du Centre-Val de Loire perçoivent moins la réindustrialisation en cours que leurs homologues dans le reste de la France.
- Les industriels de la région Centre-Val de Loire sont 29 % à penser que la France est dans une phase de réindustrialisation. À l'échelon national, c'est 35 % des répondants qui pensent que c'est le cas.

DANS LA RÉGION, LES CITOYENS SONT PLUS OPTIMISTES QUE LES DIRIGEANTS DE LA RÉGION ET PLUS EN PHASE AVEC LA MOYENNE NATIONALE

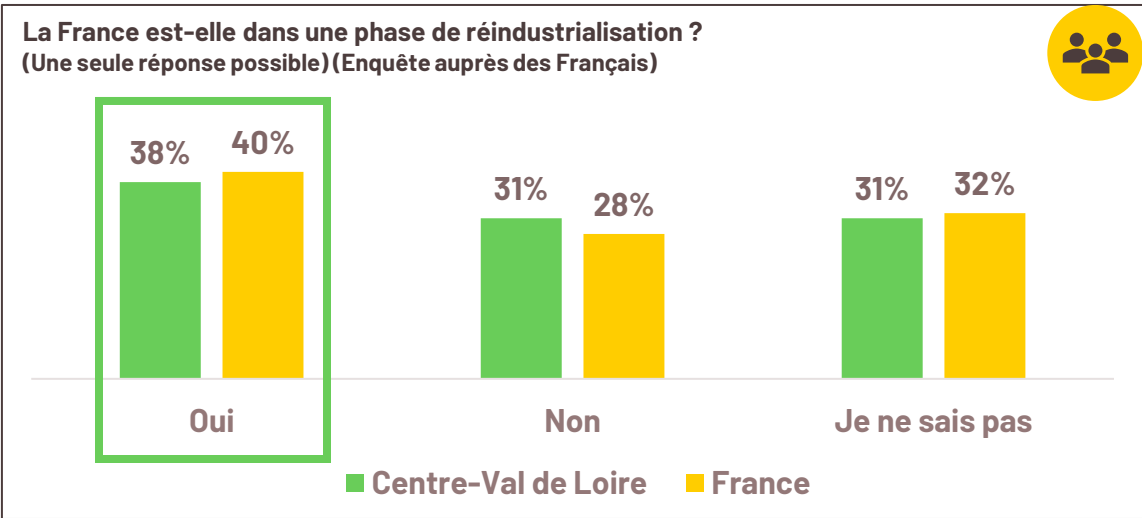
- Les Français sondés dans notre échantillon sont 40 % à estimer que la France est dans une phase de réindustrialisation, ce qui est davantage que les dirigeants industriels (35 %).
- Les habitants du Centre-Val de Loire sont 38 % à estimer qu'une réindustrialisation est en cours, à un niveau donc plus élevé que les dirigeants industriels de leur territoire (29 %).

QUE DISENT CES CHIFFRES SUR L'ENSEMBLE DU PAYS ?

Dans un contexte lié aux enjeux de souveraineté à la suite des crises successives de la Covid et la guerre en Ukraine, on observe que 40 % Français perçoivent la réindustrialisation, laissant supposer que les prises de décision récentes ont eu un effet sur leur perception, plus importante que celle des industriels. Ces derniers apparaissent plus sceptiques : seuls 35 % perçoivent la réindustrialisation. En France, la réindustrialisation peut sembler une injonction politique, dont les effets concrets demeurent encore limités. Si le temps politique est acquis à la réindustrialisation, le temps social est plus lent.



Source :
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
Les industriels du Centre Val de Loire représentent 117 personnes



Source :
Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 5 000 Français
Les Français du Centre-Val-de-Loire représentent 206 personnes

DIRIGEANTS INDUSTRIELS ET HABITANTS N'ONT PAS LA MÊME VISION DE LA PLACE DE L'INDUSTRIE DANS LA VIE LOCALE

DANS LA RÉGION, LES INDUSTRIELS DE LA RÉGION PERÇOIVENT UNE INDUSTRIE RESTÉE SOLIDE DANS LEUR TERRITOIRE ...

- Les industriels ont plutôt tendance à percevoir une industrie restée résiliente à travers le temps dans leur territoire (60 %). Avec le déclin du secteur de l'armement, la région a su s'adapter en diversifiant dans les secteurs de la cosmétique (avec la Cosmetic Valley), l'aéronautique (avec Safran), et l'agroalimentaire (Lactalis, Saint Michel).

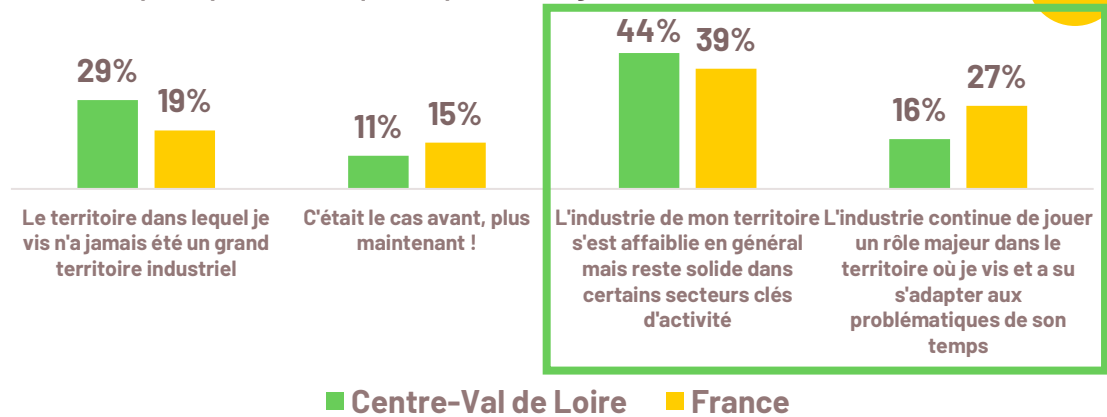
... QUAND LES CITOYENS DE LA RÉGION PENSENT QU'ELLE N'Y A JAMAIS VRAIMENT ÉTÉ PRÉSENTE

- Les habitants de la région Centre-Val de Loire ne perçoivent pour la plupart pas ou plus d'industrie dans la région (60 %).
- Historiquement, cela peut s'expliquer par le fait que l'industrie dans le territoire a vécu des fermetures et des réductions importantes. Par exemple, l'usine de Michelin, qui comptait 4 000 employés dans les années 80, en compte aujourd'hui environ 200 et a laissé derrière elle 19 Hectares de friches à revitaliser.

QUE DISENT CES CHIFFRES SUR L'ENSEMBLE DU PAYS ?

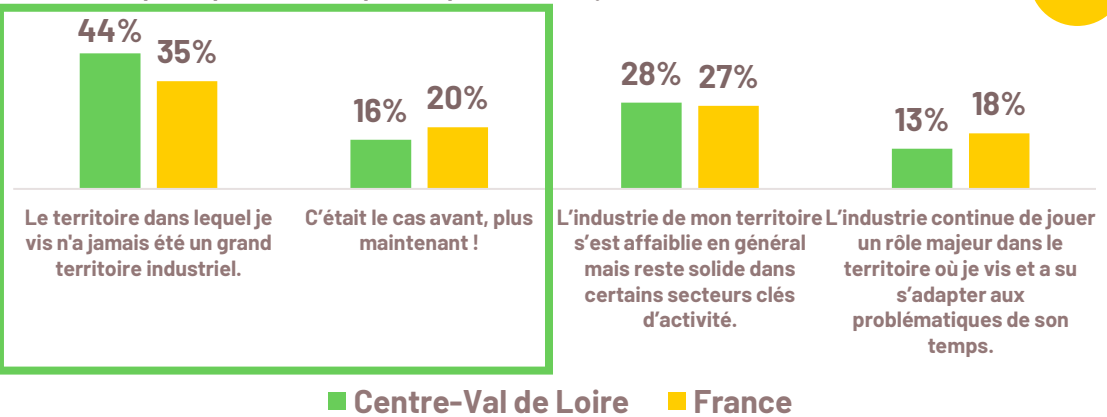
Lorsqu'interrogés sur leur perception de leur territoire, dirigeants et citoyens n'ont pas le même avis : les dirigeants ont tendance à percevoir leur industrie comme ayant su être résiliente à travers le temps, tandis que les Français ont plus de mal à saisir l'empreinte passée ou actuelle de l'industrie dans leur territoire. signe possible que l'industrie n'est pas autant visible et mise en avant que d'autres aspects faisant rayonner un territoire : savoir-faire artisanal, patrimoine, agriculture, etc.

L'endroit où vous êtes implanté, diriez-vous que c'est "un grand territoire industriel" ? (Une seule réponse possible) (Enquête auprès des dirigeants industriels)



Source :
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
Les Industriels du Centre Val de Loire représentent 117 personnes

L'endroit où vous êtes implanté, diriez-vous que c'est "un grand territoire industriel" ? (Une seule réponse possible) (Enquête auprès des Français)



Source :
Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 5 000 Français
Les Français du Centre-Val-de-Loire représentent 206 personnes

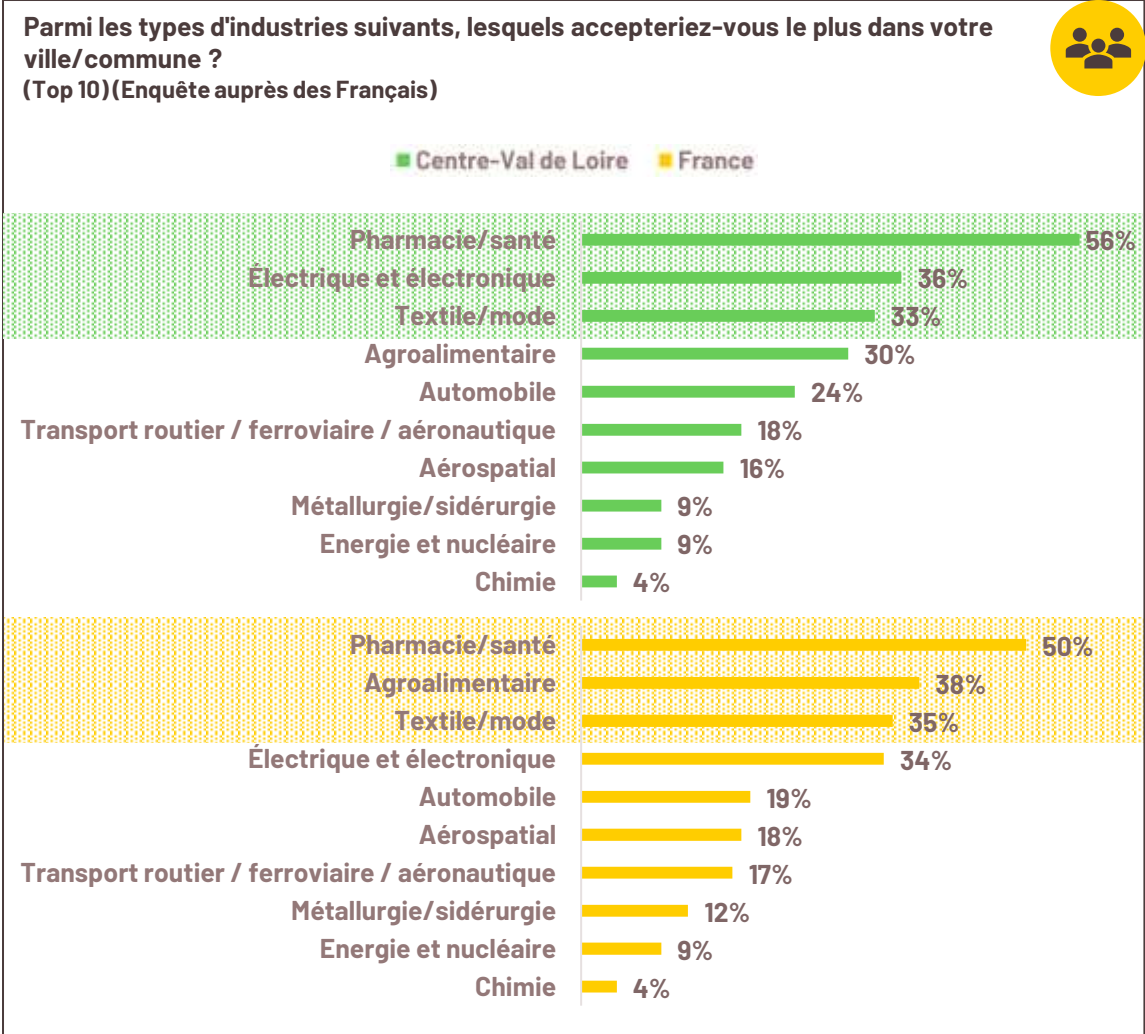
UNE ACCEPTATION DIFFÉRENCIÉE DES SECTEURS INDUSTRIELS

DANS LA RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE, LES CITOYENS PLÉBISCITENT LES MÊMES INDUSTRIES QU'AU NIVEAU NATIONAL, AVEC QUELQUES LÉGÈRES DIFFÉRENCES

- Un territoire aura beau avoir du potentiel pour accueillir l'industrie, il restera à convaincre les riverains pour pouvoir s'y implanter : dans la région, cette acceptabilité est forte pour les secteurs de la pharmacie/santé, de l'électricité et électronique et du textile. Les tendances sont similaires au national et il est possible que les secteurs les plus acceptés soient ceux considérés globalement comme les moins dangereux.
- Certaines industries sont davantage plébiscitées par les habitants de la région que par l'ensemble des Français : c'est le cas de la **pharmacie** (56 % contre 50 % pour la moyenne nationale).
- À l'inverse, l'installation de certaines industries est moins plébiscitée par les habitants de la région : c'est le cas de **l'agroalimentaire** (30 % contre 38 % pour la moyenne nationale).

EN FRANCE, LES CITOYENS PRIVILÉGIENT L'IMPLANTATION DE CERTAINS SECTEURS PRÈS DE CHEZ EUX

Cette acceptabilité ne s'aligne pas forcément avec les secteurs jugés les plus importants en termes économiques : si 60 % considèrent que la pharmacie/santé doit être la plus développée en France, ce chiffre se replie à 50 % pour l'acceptabilité de l'implantation d'un site de ce secteur dans sa ville/commune.



Source :
Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 5 000 Français
Les Français du Centre-Val-de-Loire représentent 206 personnes



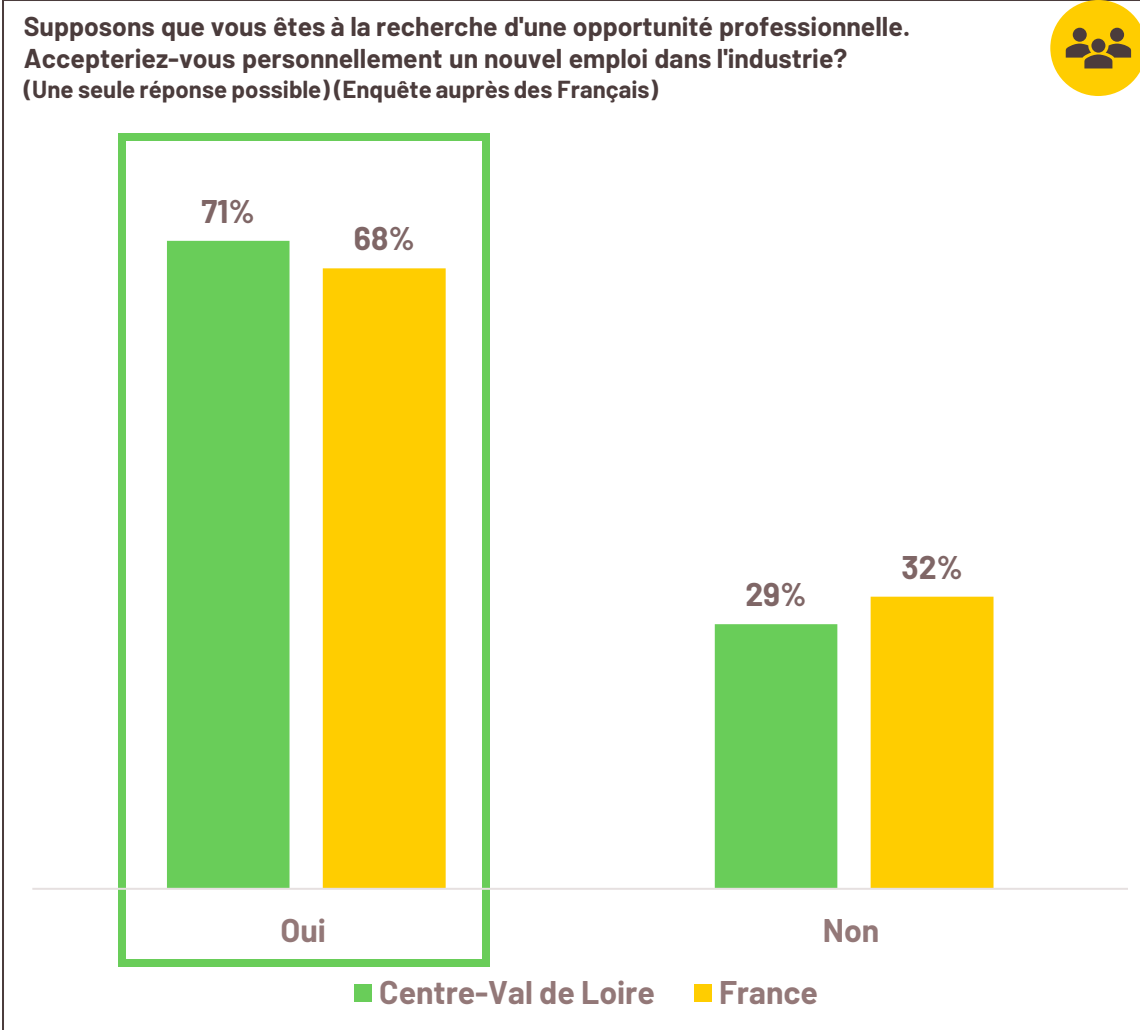
LES HABITANTS DE LA RÉGION MOTIVÉS POUR TRAVAILLER DANS L'INDUSTRIE

DANS LA RÉGION, LES HABITANTS SONT TRÈS ENCLINS À ACCEPTER UN EMPLOI DANS L'INDUSTRIE

- **Les habitants du Centre-Val de Loire se montrent très favorables à rejoindre le monde professionnel de l'industrie.** 71 % des sondés affirment que s'ils étaient à la recherche d'une opportunité professionnelle, ils accepteraient un nouvel emploi dans l'industrie.
- L'industrie en tant qu'employeur semble, autant au niveau national que régional, bénéficier d'une image très positive.
- Ces résultats sont alignés avec les objectifs du plan stratégique de la région (SRDEII) pour 2022-2027, dont une des plus grandes priorités est l'emploi. Le rapport identifie comme clé la formation en plus grand nombre de techniciens, ingénieurs et cadres de haut niveau pour répondre aux besoins de l'industrie dans la région, et propose de former 300 000 demandeurs d'emploi sur 6 ans pour garantir la présence de populations actives qualifiées et diplômées dans chaque bassin d'emploi.

EN FRANCE, LES CITOYENS ENVISAGERAIENT MAJORITAIREMENT D'ACCEPTER UN EMPLOI DANS L'INDUSTRIE

Les Français interrogés sont 68 % à envisager d'accepter un emploi dans l'industrie s'ils étaient à la recherche d'une opportunité professionnelle.



Source :
Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 5 000 Français
Les Français du Centre-Val-de-Loire représentent 206 personnes

AU SEIN DE LA RÉGION, DES DISPARITÉS DE PERCEPTION AUTOUR DE LA RÉINDUSTRIALISATION

POURQUOI A-T-ON CHOISI D'ANALYSER CES ZONES D'EMPLOI SPÉCIFIQUEMENT ?

A partir de sa cartographie du potentiel des territoires industriels, Bpifrance Le Lab a interrogé les habitants de 49 zones d'emploi au niveau national sur leurs perceptions de l'industrie pour analyser des cas d'études différents : certaines zones d'emploi présentent des hauts potentiels dans certains capitaux, d'autres ont un profil plus touristique ou plus industriel.

AU SEIN DE LA RÉGION, LA PERCEPTION DE LA RÉINDUSTRIALISATION EST MARQUÉE PAR LES VÉCUS INDUSTRIELS DES TERRITOIRES

- Au sein de la région Centre-Val de Loire, les zones d'emploi de Châteauroux, Bourges, et Vierzon nous ont été suggérées par divers experts de la réindustrialisation : Châteauroux pour ses larges disponibilités foncières, Vierzon pour son écosystème industriel et Bourges pour son vivier d'emploi.
- Si les habitants des trois zones d'emploi étudiées semblent moins percevoir la réindustrialisation que l'habitant du Centre-Val de Loire moyen, les habitants de la zone d'emploi de Châteauroux sont les plus optimistes : ils sont 32 % à percevoir la réindustrialisation en cours. Les habitants de la zone d'emploi de Vierzon, quant à eux, sont presque deux fois moins nombreux à croire à une réindustrialisation que le reste de la région (21 % vs 38 %). L'impact dans les mémoires de la fermeture du site de Case en 1995 ces perceptions d'une industrie amoindrie et peu dynamique dans ce territoire.
- Ce focus sur des zones d'emploi spécifiques permet d'explorer les disparités de perception à une granularité plus fine, ces disparités trouvent souvent leurs sources dans une histoire industrielle particulière, marquée par les ouvertures et fermetures de sites industriels à travers le temps, ainsi que dans le rôle plus ou moins grand qu'auront pris les entreprises industrielles dans la vie du territoire à travers le temps.

 Région & Zones d'emploi	Centre-Val de Loire	Bourges	Châteauroux	Vierzon
La France est-elle dans une phase de réindustrialisation ? <i>Part de « Oui »</i>	38 %	-- (28 %)	- (32 %)	-- (21 %)
L'endroit où vous êtes implanté, diriez-vous que c'est un « grand territoire industriel » ? <i>Part de « Oui » regroupée*</i>	41 %	++ (56 %)	-- (28 %)	-- (17 %)
Parmi les types d'industries suivants, lesquels accepteriez-vous le plus dans votre ville/commune ? <i>Top 3</i>	  	  	  	  
Supposons que vous êtes à la recherche d'une opportunité professionnelle. Accepteriez-vous personnellement un nouvel emploi dans l'industrie ? <i>Part de « Oui »</i>	71 %	- (64 %)	= (67 %)	= (65 %)

Source : Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 5 000 Français, dont 206 en Centre-Val-de-Loire
Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 4 400 Français dans 49 zones d'emploi sélectionnées.
*Part de répondants ayant répondu « L'industrie de mon territoire s'est affaiblie en général mais reste solide dans certains secteurs clés d'activité » et « L'industrie continue de jouer un rôle majeur dans le territoire où je vis et a su s'adapter aux problématiques de son temps. »

LEGENDE

 Pharmacie/santé

 Textile/mode

 Aérospatial

 Electrique/électronique

 Tsprt. Routier / ferro / aéronautique

 Agroalimentaire

Ecart à la moyenne régionale

Négatif

Positif

= Ecart < 5 p.p.

- Ecart entre 5 et 10 p.p.

-- Ecart > 10 p.p.

=

+

++



40

4

LA RÉGION ET LA RÉINDUSTRIALISATION

**STRATÉGIES DES INDUSTRIELS DU
TERRITOIRE**

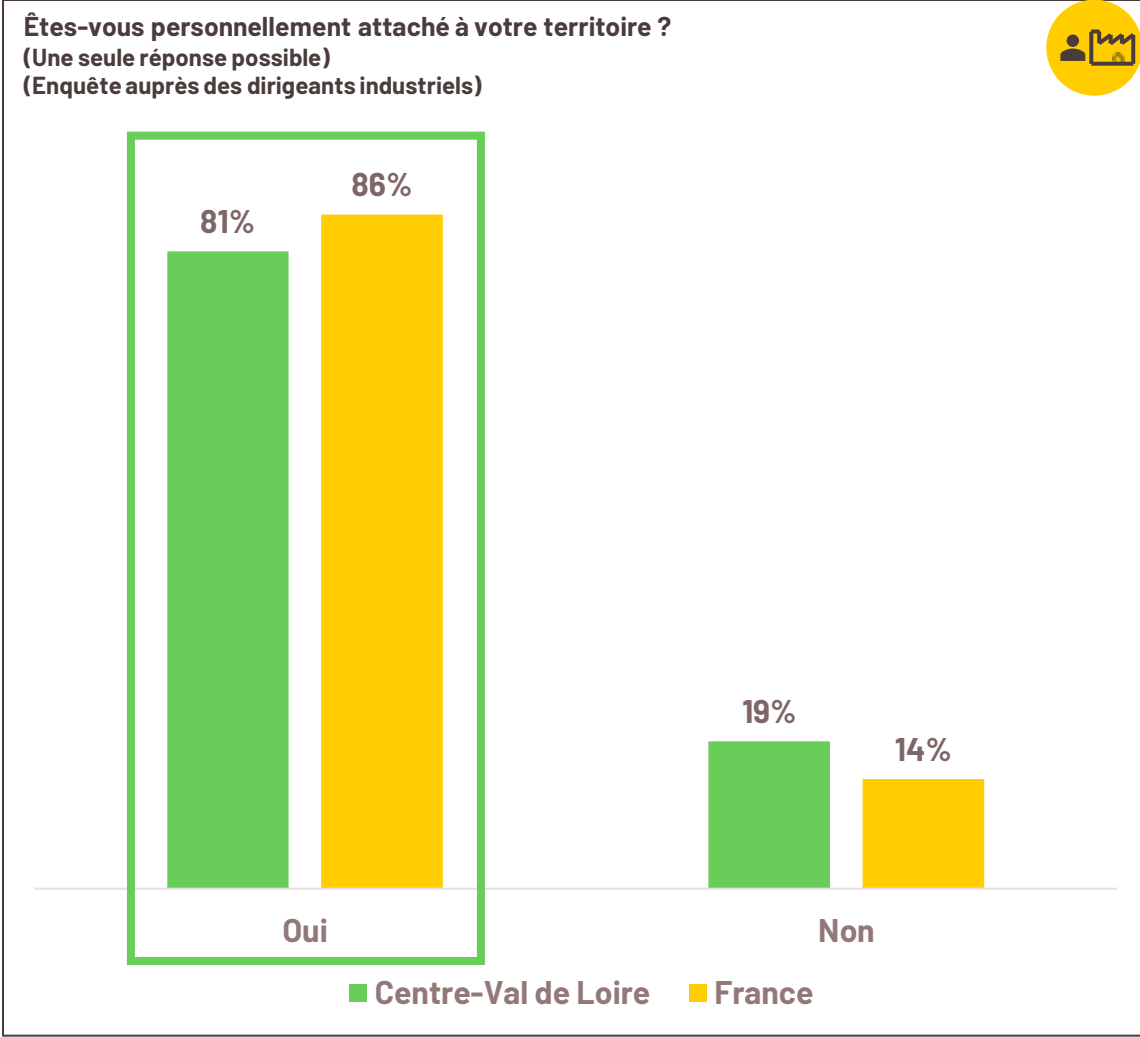
UNE LARGE MAJORITÉ D'INDUSTRIELS ATTACHÉS À LEUR TERRITOIRE

DANS LA RÉGION, 81 % DES INDUSTRIELS SONT ATTACHÉS À LEUR TERRITOIRE

- 81 % des industriels du Centre Val de Loire se disent attachés à leur territoire. Ce chiffre est légèrement inférieur à la moyenne nationale qui se situe à 86 %, mais reste très élevé.
- Cet attachement trouve en partie sa source dans l'histoire personnelle des industriels avec le territoire. En effet, parmi les industriels du Centre-Val de Loire dans notre échantillon qui se disent attachés à leur territoire, 54 % y ont grandi (à l'inverse, seuls 29 % des industriels du Centre-Val de Loire qui disent ne pas être attachés à leur territoire y ont grandi).
- Les industriels sont également attachés à leur territoire car ils emploient les talents qui y résident. Ils sont ainsi très conscients du fait que tout déménagement impliquerait une perte de compétences.
- Les industriels du Centre-Val de Loire révèlent leur attachement à leur territoire en privilégiant, dans leurs projets de développement, une implantation à proximité de leur usine à un déménagement ailleurs en France (cf. slide 44).

EN FRANCE, 86 % DES INDUSTRIELS SONT ATTACHÉS À LEUR TERRITOIRE

Du fait de leur trajectoire personnelle, les dirigeants sont affectivement liés au territoire où se situe leur site de production. Cet attachement procède d'une histoire au sein du territoire, soit qu'ils y ont grandi (48 % des dirigeants attachés), soit qu'ils y ont fait leurs études ou y ont travaillé (20 %).



Source :
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
Les Industriels du Centre Val de Loire représentent 113 personnes

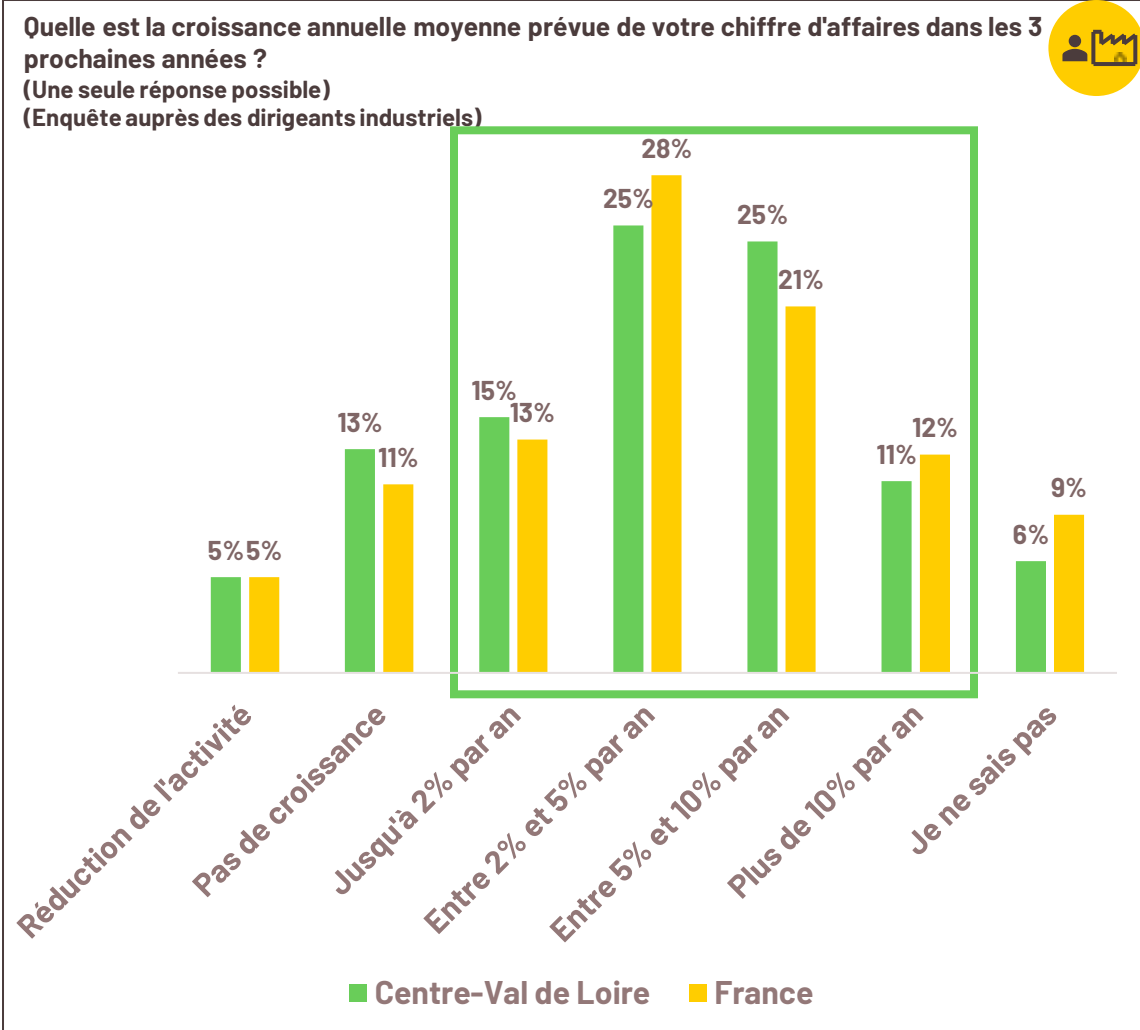


DES INDUSTRIELS PORTÉS VERS LA CROISSANCE

DANS LA RÉGION, 76 % DES INDUSTRIELS PRÉVOIENT UNE CROISSANCE DE LEUR ACTIVITÉ

- 76 % des industriels du Centre-Val de Loire prévoient une croissance de leur chiffre d'affaires dans les trois ans à venir. Ce chiffre est similaire à la moyenne nationale qui se situe à 75 %.
- En Centre-Val de Loire, parmi les industriels sondés exprimant des prévisions de croissance pour leur activité, 55 % traduisent leur stratégie de croissance en un projet de nouvelle implantation, ce chiffre étant de 63 % au niveau de la France.

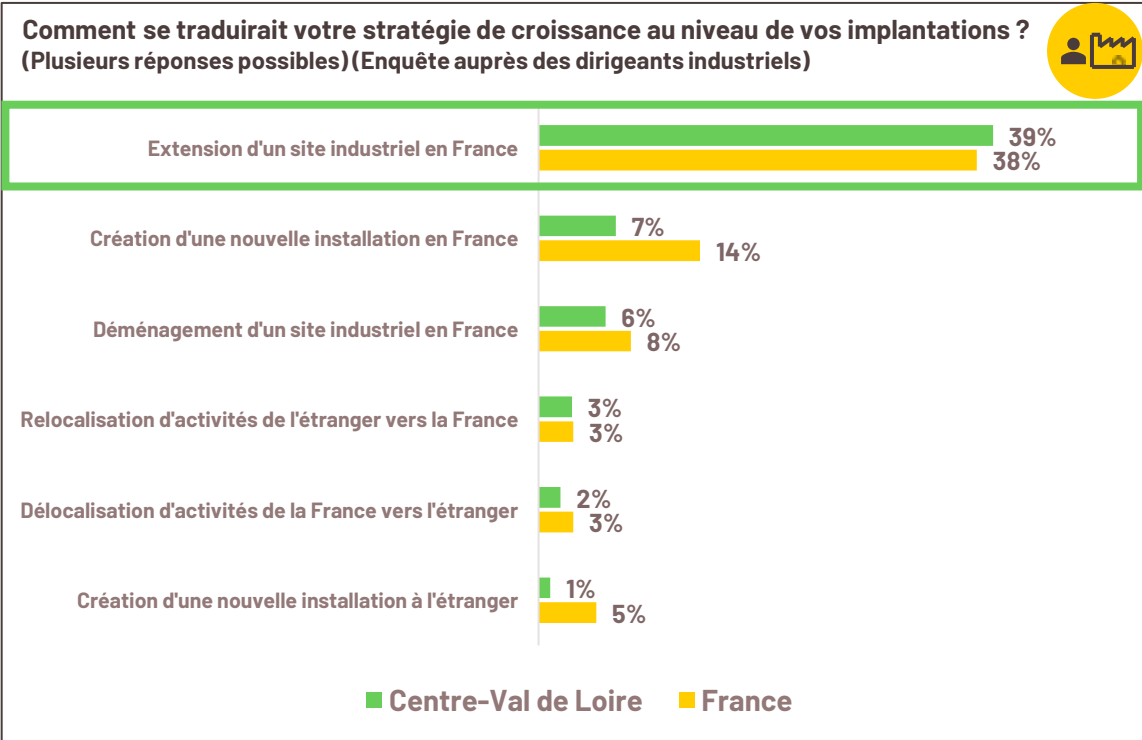
EN FRANCE, 75 % DES INDUSTRIELS PRÉVOIENT DE FAIRE CROÎTRE LEUR CHIFFRE D'AFFAIRES
L'étude nationale a mis en avant des dirigeants industriels optimistes dans leurs ambitions de croissances. Les PME (hors TPE), les ETI et GE prévoient de croître d'au moins 4 % par an sur les 3 prochaines années. Les start-up industrielles communiquent des perspectives de croissance plus fortes à 10 % par an au moins,



PARMI DIFFÉRENTES MODALITÉS D'IMPLANTATION, LES INDUSTRIELS CHOISIRAIENT L'EXTENSION DE LEUR SITE

LES INDUSTRIELS CHOISIRAIENT D'ÉTENDRE LEURS SITES EXISTANTS

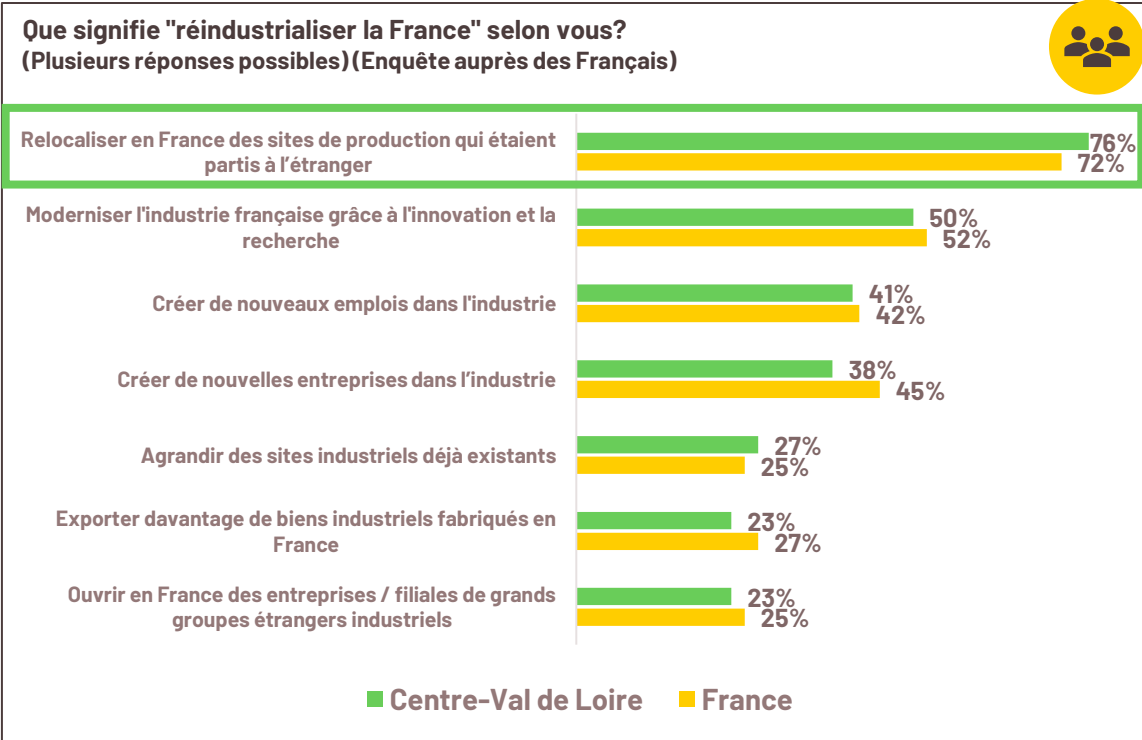
- Lorsqu'ils ont un projet d'implantation, les industriels de la région Centre-Val de Loire comme ceux de l'échantillon France privilégient les extensions de leurs sites (respectivement à 39 % et 38 %).
- Les industriels du Centre-Val de Loire, en revanche, se projettent moins dans la création de nouvelles installations en France (7 %) que les dirigeants français dans leur ensemble (14 %).



Source :
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
Les Industriels du Centre Val de Loire représentent 113 personnes

... ALORS QUE LES FRANÇAIS ASSOCIENT PLUTÔT RÉINDUSTRIALISATION À RELOCALISATIONS

- 72 % des Français et 76 % des habitants du Centre-Val de Loire pensent que réindustrialiser signifie relocaliser et seul environ un quart cite l'agrandissement de sites existants. Ces réponses révèlent un décalage entre les représentations des citoyens sur l'industrie et les réalités vécues par les industriels.



Source :
Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 5 000 Français
Les Français du Centre-Val-de-Loire représentent 206 personnes

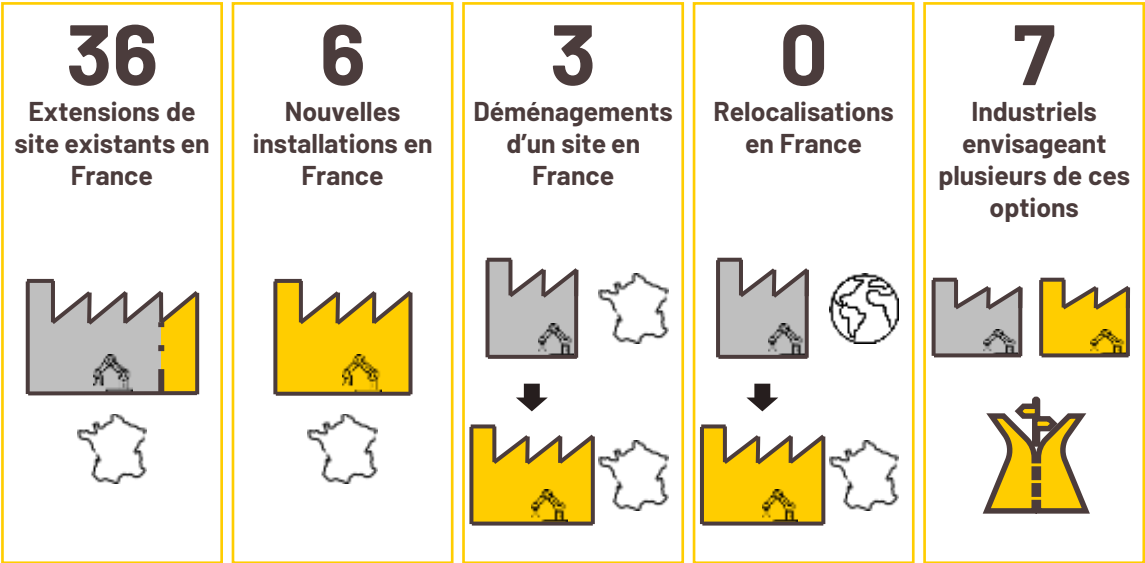
LE PROFIL DES INDUSTRIELS DU CENTRE-VAL DE LOIRE PORTANT UN PROJET D'IMPLANTATION EN FRANCE

AU NIVEAU NATIONAL

Au niveau national, 1493 industriels sondés par notre enquête nous ont fait part d'un projet d'implantation pour développer leur activité en France. Il s'agit de projets d'extensions de sites existants, de créations de nouvelles installations en France, de déménagements et de relocalisation de sites en France.

LES PROJETS D'IMPLANTATION DES DIRIGEANTS DU CENTRE-VAL DE LOIRE S'INCARNENT PRINCIPALEMENT DANS DES EXTENSIONS DE SITE

En Centre-Val de Loire, 52 industriels (sur les 113 sondés) ont exprimé avoir le projet d'une nouvelle implantation en France :



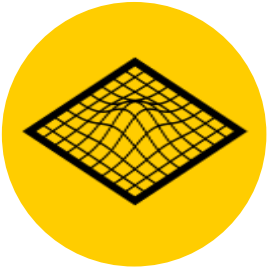
Caractéristiques de ces 52 industriels porteurs de projets d'implantation en France et de leurs entreprises



- Les 3 filières les plus représentées sont:
- Agroalimentaire
 - Mines et métallurgie
 - Aéronautique



Le nombre moyen de salariés de l'entreprise est de 88



29 dirigeants sur 52 expriment un besoin foncier inférieur à 2Ha pour leur projet d'implantation

Source :
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
Les Industriels du Centre Val de Loire représentent 113 personnes

69 % DES INDUSTRIELS DE LA RÉGION ONT BESOIN DE MOINS DE 2 HA POUR LEURS IMPLANTATIONS

EN FRANCE, 7 INDUSTRIELS SUR 10 RECHERCHENT MOINS DE 2 HECTARES POUR LEUR PROCHAINE IMPLANTATION INDUSTRIELLE

Alors que les territoires identifient la faible disponibilité de foncier économique comme étant le premier frein à l'implantation d'entreprises, les dirigeants semblent en majorité rechercher du petit foncier pour leur développement industriel.

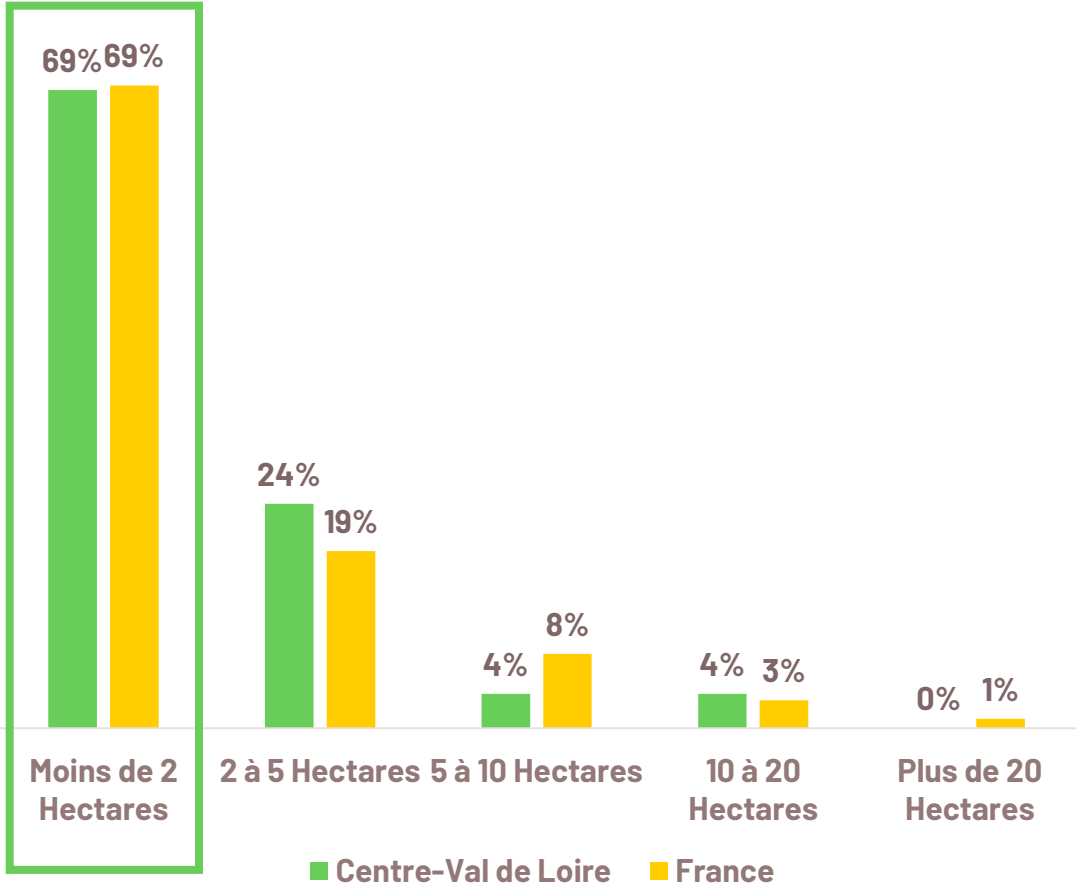
DANS LA RÉGION, LES INDUSTRIELS ONT BESOIN DE PETIT FONCIER POUR RÉALISER LEURS IMPLANTATIONS

- Les industriels du Centre-Val de Loire sont 69 % à déclarer avoir besoin de moins de 2 Hectares* pour un futur projet d'implantation.
- Les industriels du Centre-Val de Loire privilégient le petit foncier davantage que le reste des dirigeants français. 24 % d'entre eux déclarent avoir besoin de 2 à 5 Ha (vs 19 %). Ils sont aussi moins nombreux que le reste des dirigeants français à demander du grand foncier seuls 8 % déclarent en effet avoir besoin de plus de 5 Ha (vs 12 %).
- Organiser la rencontre de l'offre et de la demande en matière de foncier est clé pour favoriser la réindustrialisation des territoires, notamment dans un contexte où on veut limiter l'artificialisation des sols.
 - Le Centre-Val de Loire bénéficie de 3 sites clé en main, prêts à l'emploi, avec des délais d'instruction réduits, et des infrastructures préétablies telles que le raccordement électrique.
 - Elle bénéficie également de 23 sites de foncier économique**, même si plus nombreux que les sites clé en main, ceux-ci nécessitent de gros chantiers d'assainissement et de dépollution. Certains exigent d'importants travaux de réhabilitation et de dépollution avant toute réaffectation, ce qui en retarde l'exploitabilité.

* Une surface de 2 Ha représente un peu moins de 3 terrains de football ou 76 courts de tennis, pour 5 Ha c'est un peu plus de 7 terrains de football ou 191 courts de tennis

** Les sources de ces données sont indiquées en slide 24.

Quel est le besoin en foncier pour cette nouvelle implantation ?
(Une seule réponse possible)
(Enquête auprès des dirigeants industriels)



Source :
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
Les Industriels du Centre Val de Loire représentent 113 personnes

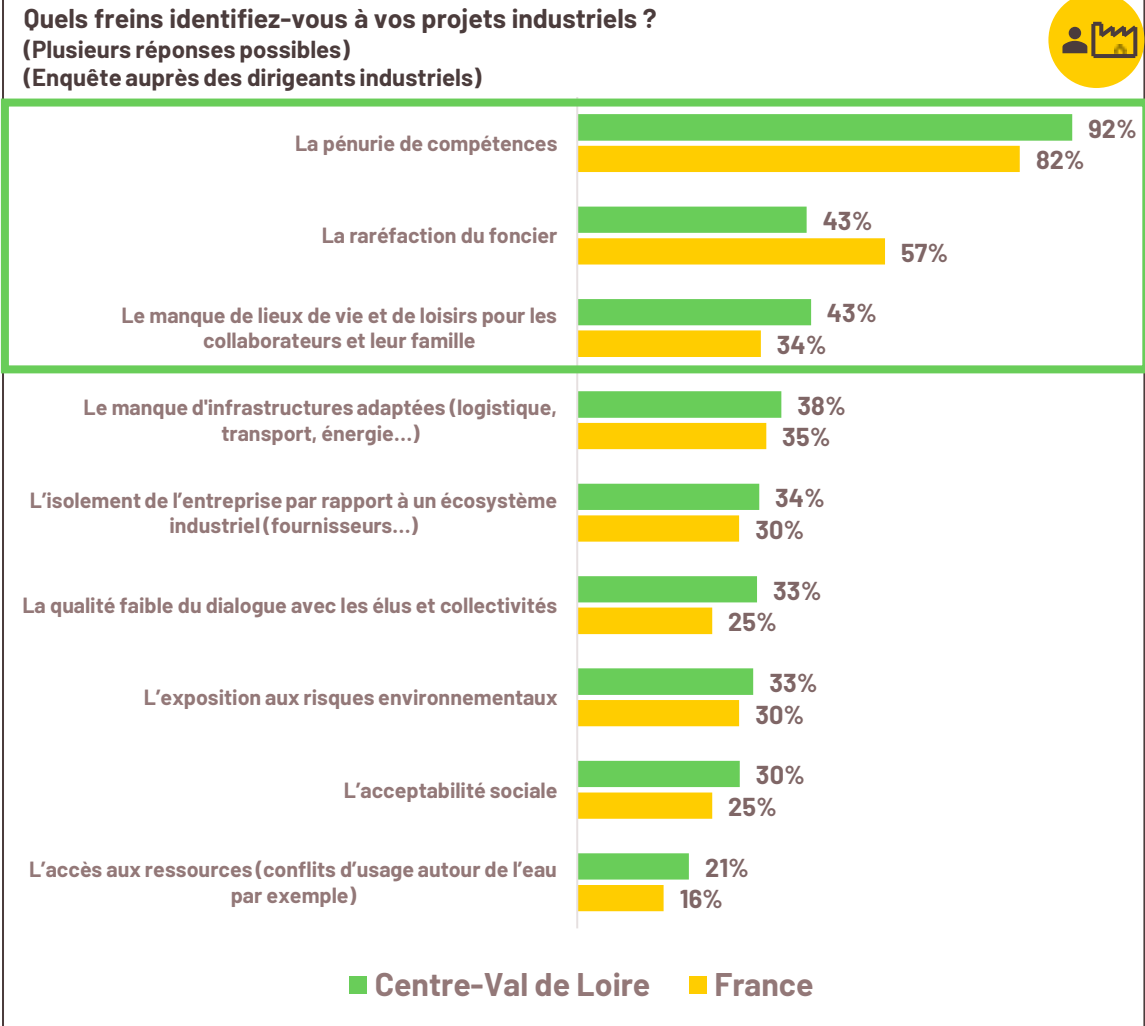


LES PÉNURIES DE COMPÉTENCES SONT LE PREMIER FREIN LOCAL AUX PROJETS INDUSTRIELS

LES COMPÉTENCES, LE FONCIER ET LES LIEUX DE VIE : TROIS ENJEUX LOCAUX AU CŒUR DES PRÉOCCUPATIONS DES INDUSTRIELS POUR LEURS PROJETS

- La pénurie de compétences demeure le premier frein local aux projets industriels (92 %), comme dans le reste du pays (82 %).
- Les industriels du Centre-Val de Loire citent la pénurie de foncier comme deuxième frein aux projets industriels alors même que la région est particulièrement dotée en foncier* et qu’une majorité d’entre eux déclarent vouloir s’implanter localement, il est nécessaire d’interroger les raisons de cette perception du manque de foncier par les industriels, et l’adéquation entre les besoins des industriels et les caractéristiques spécifiques de l’offre de foncier.
- Le manque de lieux de vie et de loisirs pour leurs collaborateurs se glisse également au deuxième rang (citée autant que le frein précédent) des freins identifiés par les dirigeants industriels de la région.

EN FRANCE, LA PÉNURIE DE COMPÉTENCES EST LE PREMIER FREIN AUX PROJETS INDUSTRIELS
Trouver de la place pour y installer une nouvelle ligne de production est plus facile que de trouver de la main d’œuvre pour l’opérer : la pénurie de compétences est le principal frein au niveau local, devant la raréfaction du foncier. Lorsque l’on prend en compte le fait que ces projets prennent en premier lieu la forme d’extensions de sites déjà implantés, recruter reste le défi majeur des industriels.



Source :
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d’entreprises industrielles
Les Industriels du Centre Val de Loire représentent 113 personnes

5

LA REINDUSTRIALISATION SOUS LES YEUX DE LA RÉGION

LA PAROLE AU CONSEIL RÉGIONAL

« Cette étude est d'abord le rappel manifeste que Centre-Val de Loire est une région industrielle. Parallèlement aux trois activités mise en relief (métallurgie, plasturgie, agroalimentaire) se déploient nos filières d'excellence : cosmétique, pharmaceutique, auto / aéronautique, défense, etc... et expliquent la revendication de notre territoire et de ses habitants de faire partie d'une Région industrielle, non pas au passé mais au présent et au futur, comme nous y travaillons tous les jours.

Les points forts qui traduisent cette réalité industrielle sont ceux que nous mettons en avant au quotidien dans nos relations avec les industriels et investisseurs : Capital physique (208 hectares de sites "clés en main", plateformes multimodales...), Écosystème industriel et Potentiel humain.

Les points de progression au cœur de nos engagements concernent notamment la qualité de vie et en particulier l'accès aux soins qui est devenu par la force des choses un enjeu pour le développement industriel. C'est une priorité de l'action régionale. »



François Bonneau

Président

Conseil Régional Centre-Val de Loire

LA RÉINDUSTRIALISATION SOUS LES YEUX DE LA RÉGION : FRANÇOIS BONNEAU, NOTRE GRAND TÉMOIN

LA STRATÉGIE DE RÉINDUSTRIALISATION DE LA RÉGION

Bpifrance Le Lab : Quel visage industriel souhaitez-vous donner à la région Centre-Val de Loire à horizon 2035 ?

François Bonneau : *En premier lieu, il ne faut jamais négliger les moyens liés à l'accompagnement des projets industriels. Une Région n'est pas isolée du reste du monde : les projets peuvent arriver à tout moment, de partout dans le monde. Il faut se tenir prêts à faciliter les démarches, les financements et entreprendre un accueil qui peut faire la différence que ce soit dans un projet d'extension, ou d'implantation nouvelle. C'est pour cela que nous avons fait le choix d'avoir des agents déployés dans chaque territoire infra-régional.*

Il nous semble également que miser sur les écosystèmes donne des résultats à moyen et long terme. Une spécialisation intelligente dans certains secteurs fait exister la Région au niveau international, génère un réseau en local, et donc des opportunités.

Enfin, l'innovation, quel que soit le domaine, reste une priorité en tant que facteur de développement de l'économie. Nous avons à ce titre une offre de dispositifs mature et diversifiée.

La réindustrialisation est un objectif qui doit être travaillé en transversalité. Le partenariat guide la mise en réseau opérationnelle notre compétence en matière de développement économique. Le fonctionnement de notre agence Dév'Up en constitue l'exemple au quotidien.

CONTACTS



bpifrance-lelab@bpifrance.fr



www.lelab.bpifrance.fr



www.x.com/BpifranceLeLab

Elise TISSIER,

Directrice, **Bpifrance Le Lab**

elise.tissier@bpifrance.fr

Bao-Tran NGUYEN,

Responsable du pôle études stratégiques, **Bpifrance Le Lab**

doan.nguyen@bpifrance.fr

Tatiana LLUENT,

Responsable d'études stratégiques, **Bpifrance Le Lab**

tatiana.lluent@bpifrance.fr

Matéo SZMIDT,

Responsable d'études stratégiques, **Bpifrance Le Lab**

joseph.szmidt@bpifrance.fr

SERVIR L'AVENIR

bpifrance

